

VIVE LA FÊTE !

Tous à Mériel Villiers-Adam les 28-29-30 mai

(le programme p. 22 à 24)

lutte ouvrière

DOSSIER

**la chasse
et
la pêche**

p. 11 à 15

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 455 - 21 mai 1977 - prix : 3 F



**Contre le front uni
Gouvernement - Patronat**

OFFENSIVE

GENERALE

DES

TRAVAILLEURS

sommaire

dans le monde

- Page 7 :
— Cinq morts au Pays Basque : derrière le masque de la libéralisation, la mitraille.
- Page 8 :
— Manifestations en Italie : une politique qui ne sert pas les travailleurs.
- Page 9 :
— La répression contre les opposants en URSS et en Pologne.
— Chine : derrière les discours, la dictature.
- Page 10 :
— La victoire électorale de la droite modifiera-t-elle la politique extérieure d'Israël ?
— Conférence de Maputo : l'impérialisme fait la part du feu.

en France

- Page 4 :
— Congrès radical, remous chez Lecanuet, le pacte de Chirac : comment tremper sa cuillère dans la soupe.
- Page 5 :
— 24 mai : la politique des bureaucraties syndicales et celle des révolutionnaires.
- Page 6 :
— Divergences entre Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolutionnaire : quels objectifs pour la classe ouvrière ?
- Page 17 :
— Le plan Barre bis : pas d'emplois nouveaux pour les jeunes, mais des droits nouveaux pour les patrons.
- Page 18 :
— Les collégiens en lutte : GARAC (Argenteuil), CET F. Léger.
— Dell-Alsthom (Villeurbanne) : trois travailleurs licenciés.
— Alsthom Saint-Ouen : deux mois de débrayages.
- Page 19 :
— Renault-Flins : où conduit la gestion des CE et des cantines.

dossier

- PAGES 11 à 15 :
LA CHASSE ET LA PECHE
— Les rapports de l'homme avec la nature.
— De Cro-Magnon aux Eskimos.
— Pêche et chasse dans la société de profit.
— Pour ou contre la pêche et la chasse ?

culture et loisirs

- Page 20 :
— Films : La communion so'ennelle ; Quand j'aurai 20 ans, je serai heureux ; Le diable dans la boîte.
- Page 21 :
— Livre : La liberté de réussir, de Pierre Dreyfus.
- Pages 22 à 24 :
— **LA FETE DE LUTTE OUVRIERE**
• Un vaste rassemblement politique.
• Un programme artistique varié.
• Une fête pas comme les autres.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition :
Département Offset-Presses - L.I.T.O. - 236-45-28
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1^{er})

Impression : OMNI-PRESSES

12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Non coupable : 8 mois de détention

Un garçon de 16 ans, José F., a passé 8 mois en détention préventive, pour un meurtre dont la cour d'assises de l'Oise vient de le reconnaître innocent.

Pendant huit mois, José aura supporté l'horreur de la prison, l'humiliation, la honte, le désespoir de l'incarcération. Pendant huit mois, il aura enduré la hargne et le mépris des gardiens. Ce qu'il a encaissé, il n'est pas près de l'oublier. Il en restera peut-être marqué à vie.

Qu'un jeune garçon soit soumis à un tel régime est odieux. Mais ce n'est pas, tant s'en faut, un cas isolé. La détention préventive est une véritable institution. Tout accusé en France est présumé coupable... sauf s'il fait partie du beau monde. Car dans ce cas on s'agite. Souvenons-nous de l'affaire Chapon : ce patron, responsable de la mort dans son entreprise d'un ouvrier, fut inculpé et placé en détention préventive par le juge Charette. Une tempête de protestations véhémentes s'est levée dans

les milieux huppés pour soutenir ce patron. Et l'incarcération a dû être levée.

Et tous ceux-là qui savent si bien défendre les droits des inculpés, quand ils sont de leur bord, ne lèvent pas le petit doigt pour les milliers de personnes qui — comme José — attendent leur jugement en prison pendant des semaines, des mois, et parfois des années. Les pauvres peuvent croupir en prison.

Voilà qui donne confiance en la justice de ce pays.

Le PCF et l'armée : au boulot les bidasses !

Louis Baillot, député du PCF et spécialiste des questions militaires, s'est dernièrement lamenté sur l'état de l'armée française, qui est, selon lui, « *voisin de la misère* ».

C'est ce qui expliquerait les problèmes de l'armée aujourd'hui. Car, voyez-vous, « *les appelés sont contraints à de longs mois d'inactivité qui sapent leur moral et, de ce fait, constituent un excellent terrain pour les propagandistes de l'armée de métier ainsi que pour les groupements antimilitaristes* ».

Comment n'y avoir pas pensé avant ? Si les soldats sont mécontents, c'est qu'ils s'ennuient à l'armée, qu'ils n'y sont pas assez occupés !

Chirac d'ailleurs a tenté pour sa part récemment de remédier à ce triste état de chose, en leur faisant faire le travail des éboueurs en grève. Mais la gauche entend sans doute faire mieux encore.

Voilà en tout cas qui prépare des lendemains qui... travaillent aux futurs appelés sous un gouvernement de gauche.

Pas si à gauche que cela...

Les Gaullistes de Gauche ont tenu leur congrès les 14 et 15 mai et ils y ont pris deux grandes décisions.

D'abord ils ont décidé de changer de nom. Il faudra désormais parler d'Union des Gaullistes de Progrès. Bien sûr, cela ne change pas grand-chose, mais ça a toujours le mérite de faire parler de soi et, quand on est petit, ce sont des choses qui comptent.

Ensuite, ils ont décidé de signer le Programme commun et même de participer à sa réactualisation. Cela faisait long-

temps que les Gaullistes de Gauche flirtaient avec l'Union de la gauche, en se déclarant prêts à signer. Ils font un petit pas de plus dans cette direction.

Ils peuvent le faire sans problème, sans avoir à renier leur passé, eux qui ont pourtant soutenu De Gaulle et pour certains d'entre eux Pompidou, voire même Chirac. Le Programme commun n'est pas pour les effrayer.

Cela au fond ne juge pas les gaullistes en question, mais cela juge le Programme commun.

A monopole, monopole et demi...

Jean-Claude Decaux, un des grands de l'affichage publicitaire, qui vient d'obtenir de la Ville de Paris le droit d'installer 175 panneaux géants en plein milieu des carrefours, a fait des jaloux : ses concurrents. Ces derniers l'ont attaqué en justice et ont réussi, en faisant jouer leurs amitiés au Conseil de Paris, à faire réduire le nombre de panneaux.

Les concurrents de Decaux se sont faits les champions de la liberté d'expression... Ils n'ont pas voulu que Decaux ait le monopole

de la publicité sur les trottoirs. Les murs et les trottoirs de Paris sont à tout le monde, n'est-ce pas ? Voir, car quand vous êtes un militant et si vous avez le malheur de coller quelques affiches dans les coins d'un de leurs panneaux, vous les retrouvez tous unanimes contre vous. Et cela se termine par un procès, que le publicitaire gagne car la justice protège la liberté d'expression... monopolisée.

Comme quoi, les murs sont à tout le monde en général, mais à tous les publicitaires en particulier.

Mitterrand a la cote (en bourse) !

Dès le lendemain du face à face Barre-Mitterrand à la télévision, on a constaté une nette évolution en hausse de la valeur des actions à la Bourse de Paris. Les commentateurs officiels ont annoncé bien haut cette bonne nouvelle pour les détenteurs de capitaux. Ils ont tous attribué cette hausse au fait que Barre avait selon eux tenu la dragée haute à Mitterrand et ils ont porté cela au crédit de R. Barre et de sa politique, hormis le fait que la Bourse avait peut-être d'autres raisons de remonter.

L'humeur des boursiers a peut-être en effet été sensible au charme de Raymond Barre, mais celui de Mitterrand n'y a sans doute pas été pour rien. Car si ce dernier a déçu les travailleurs et ceux qui placent leur espoir dans l'Union de la gauche, il a au contraire tout fait pour rassurer les bourgeois. Il l'a fait dans le ton de sa conversation avec Barre. Et il les a surtout rassurés, d'une part en se démarquant du Parti Communiste Français et d'autre part en montrant aux bourgeois qu'il était lui aussi capable de bien gérer l'économie, sans céder à la pression des travailleurs.

La remontée des valeurs boursières semble prouver qu'il a été entendu par ceux auxquels il s'adressait. Une partie de ceux qui possèdent des capitaux montrent ainsi que, finalement, l'arrivée de la gauche au pouvoir avec des hommes comme Mitterrand ne leur fait pas peur.

A nos lecteurs et sympathisants

Obéissant à une intention très louable, un certain nombre de nos lecteurs et sympathisants confectionnent des affiches au nom de « *Lutte Ouvrière* » et les collent sur les murs.

Nous les remercions bien entendu de ce soutien, mais nous les appelons à respecter les prescriptions d'affichage. En effet, un certain nombre de sociétés d'affichage publicitaire se plaignent que des affiches « *Lutte Ouvrière* » de

cette sorte soient placardées sur leurs panneaux. Bien que Lutte Ouvrière n'en soit évidemment nullement responsable, ces sociétés nous attaquent pour cela en justice.

C'est donc nous rendre un mauvais service que de ne pas respecter les prescriptions d'affichage, et en particulier de coller sur les panneaux réservés. Alors, amis lecteurs, épargnez-nous ces ennuis, pour ne pas donner prise aux actions judiciaires des publicitaires.

Bulletin d'abonnement aux publications de LUTTE OUVRIERE

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : prix 90 F.
pour une période de six mois : prix 50 F.

NOM :

LUTTE DE CLASSE
pour une période de un an : prix 50 F.
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

PRENOM :

CEUX DU TECHNIQUE
pour une période de un an : prix 10 F.
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par Lutte Ouvrière).

ADRESSE :

Ci-joint la somme totale de : francs

CODE POSTAL :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles.

Contre le front uni gouvernement-patronat : offensive générale des travailleurs

TOUTES les confédérations syndicales ont fini par se rallier à la journée de grève générale du 24 mai. Les dernières ralliées, FO, la CFTC, la CGC, l'ont fait après avoir prôné les vertus de la politique contractuelle de négociation avec le patronat et le gouvernement ; politique qu'elles n'ont d'ailleurs pas abandonnée. Quant aux confédérations organisatrices de la journée, la CGT, la CFDT, la FEN, elles avaient prôné pendant des mois les journées d'action éparpillées secteur par secteur.

Seulement voilà qu'aujourd'hui plus un seul travailleur ne peut croire aux vertus de la négociation — car le gouvernement et le patronat n'acceptent même plus de négocier. Ils affirment ouvertement et avec brutalité leur volonté de s'en prendre aux conditions d'existence de la classe ouvrière, en bloquant les salaires pendant que les prix s'emballent, en favorisant les licenciements.

Les travailleurs ne peuvent pas croire non plus à l'efficacité des luttes éparpillées, menées à tour de rôle et séparément, alors que de toute évidence les mêmes maux frappent les travailleurs de toutes les corporations et que ce sont les mêmes revendications qu'il faut satisfaire.

Les confédérations ont dû, dans les faits, reconnaître la nécessité d'une lutte d'ensemble, en organisant une journée de grève générale. Si elles ne l'ont pas fait sans réticences, elles ne l'ont pas fait non plus sans arrière-pensées. Et elles ne cachent même pas que cette journée est, dans leurs projets, destinée à rester sans lendemain.

Mais, quels que soient les projets des dirigeants syndicaux, cette journée constitue pour les travailleurs l'occasion d'affirmer leur volonté de lutte. Le 24 mai, seul, ne peut pas faire céder ni le patronat ni le gouvernement. Mais il peut être un avertissement. Et il faut qu'il soit un avertissement puissant.

Il faut que tous les travailleurs soient en grève ce jour-là. Il faut que les manifestations soient massives partout dans le pays.

Mais il faut surtout faire en sorte que la journée du 24 mai ne soit pas sans lendemain. Il faut qu'elle soit le début d'une offensive générale de la classe ouvrière pour ses revendications essentielles.

Car une telle offensive générale de tous les travailleurs est indispensable. Il y va de nos conditions d'existence, il y va de notre avenir.

Les travailleurs ne peuvent plus avoir le moindre doute quant à la façon dont le gouvernement et le patronat comptent affronter la crise. Les entreprises capitalistes jettent déjà les travailleurs par milliers à la rue. Le front uni des patrons et du gouvernement a déjà réussi à réduire le pouvoir d'achat de tous les travailleurs. Si la crise s'aggrave, ce sera pire, bien pire que tout ce que nous avons connu jusqu'à présent. Il n'y a aucune, mais vraiment aucune raison

que les patrons, mis en difficulté par la crise de leur économie, acceptent de plein gré de ne pas licencier les ouvriers qu'ils considèrent en surnombre ou d'augmenter les salaires ne serait-ce qu'au rythme de l'inflation.

Nous n'avons le choix qu'entre deux attitudes. Ou la résignation ; mais alors préparons-nous à des lendemains de plus en plus sombres. Ou la lutte généralisée, pour contraindre le patronat à accorder satisfaction à des revendications indispensables pour préserver au moins notre niveau de vie actuel.

L'espoir en l'arrivée de l'Union de la gauche au gouvernement, après les élections, ne constitue pas un troisième choix.

Quand bien même elle le voudrait, l'Union de la gauche ne pourrait, par seule décision gouvernementale, imposer aux patrons une augmentation générale des salaires, ou l'interdiction des licenciements. Mais elle ne le veut pas, et ses principaux dirigeants, Mitterrand en tête, le proclament bien haut.

Oh ! on va réactualiser le Programme commun ! Les dirigeants du Parti Socialiste, du Parti Communiste, des Radicaux ont entamé de laborieuses négociations à ce sujet.

Mais, par-delà les désaccords entre le PS et le PC sur le nombre des nationalisations ou sur le chiffrage du coût du Programme commun, Mitterrand a clairement affirmé, lors de l'émission télévisée de la semaine dernière, qu'il n'entend pas même faire des promesses.

Pas question qu'il s'engage sur quoi que ce soit d'essentiel pour les travailleurs. Et c'est lui qui est le maître du jeu de l'Union de la gauche. Car, quand bien même Marchais se permet à l'occasion de le critiquer, il ne propose rien d'autre aux travailleurs que de le porter au poste de Premier ministre et de s'en remettre à lui.

Nous n'avons rien à espérer, ni du Programme commun, ni de l'Union de la gauche, qui se propose de mener une autre politique que Barre, mais au service de la même bourgeoisie.

Alors, si nous refusons la résignation, nous ne ferons pas l'économie de la lutte, quel que soit le gouvernement.

Ne tardons pas. Contre le front uni du patronat et du gouvernement, opposons le front uni de tous les travailleurs, la grève générale de toute la classe ouvrière jusqu'à satisfaction de nos revendications :

- L'interdiction des licenciements.
- La suppression du chômage par une réduction des heures de travail et la répartition du travail entre tous.
- L'augmentation générale des salaires, retraites et pensions ; la garantie du pouvoir d'achat par l'échelle mobile.

Arlette LAGUILLER

Marchais à Antenne 2 : ou l'art d'abattre plus fort les mêmes cartes

Le débat sur Antenne 2 qui opposait mercredi soir Georges Marchais à deux journalistes, Alain Duhamel et Jean-Pierre Elkabach, dans le cadre de l'émission *Cartes sur table*, passera

sans doute aux yeux de bien des militants du Parti Communiste comme une sorte de revanche du débat Mitterrand-Barre la semaine précédente.

Manifestement, Marchais s'a-

dressait aussi à l'opinion publique ouvrière, alors que Mitterrand avait fait le choix, la semaine précédente, de ne s'adresser qu'à l'opinion publique bourgeoise.

Et d'invoquer, lui, la nécessité d'une augmentation du pouvoir d'achat de 10 % pour les bas salaires ; et de parler du minimum vieillesse à 1 500 F, de l'échelle mobile ; et d'affirmer que 2 200 F par mois pour le SMIG n'est tout de même pas démentiel. On pourrait ajouter que Marchais n'était pas non plus d'une audace démentielle dans le programme qu'il évoquait ; mais enfin, il y a mis le ton. Il tenait manifestement à montrer que le PC est là, bien là, campé fermement sur ses positions, et que les travailleurs pouvaient compter sur lui.

En somme, le secrétaire général du PC aura réussi à se démarquer à son avantage de son homologue du Parti Socialiste.

En ce sens, ce discours télévisé est bien dans la ligne de toute une succession d'initiatives, dont les dernières en date auront été la publication du chiffrage du Programme commun, dans le but évident de faire un croche-pied à Mitterrand ; ou encore les critiques formulées par le PC à l'encontre de ce dernier, après son émission télévisée.

Il est indispensable pour le PC de souligner son originalité. Il lui est indispensable de passer pour le défenseur conséquent des intérêts de la classe ouvrière, s'il ne veut pas que la progression électorale de l'Union de la gauche profite au seul Parti Socialiste. Alors, de temps en

temps, le PC durcit le ton.

Mais que valent donc les critiques implicites de Marchais à l'égard de Mitterrand — car c'est vrai que son langage plus dur pouvait passer pour une critique implicite ?

Même si le ton est différent, même si Marchais tape sur la table ou prend l'accent des faubourgs, c'est pour dire aux travailleurs qu'il faut qu'ils portent Mitterrand au pouvoir. Et c'est pour apporter sa caution à ce dernier.

« Un silence qui, en dit long », commentèrent les journalistes ; le long silence qui a précédé la réponse de Marchais à la question : « Est-ce que vous considérez François Mitterrand comme un allié loyal ? ». Il fallait en effet qu'au moins le silence soit critique, puisque la réponse, elle, était : « oui ».

Congrès radical, remous chez Lecanuet, le pacte de Chirac : comment tremper sa cuillère dans la soupe

Les 14 et 15 mai le Parti Radical a tenu son congrès. Il a été le théâtre d'une lutte héroïco-comique entre Servan-Schreiber et Edgar Faure pour la présidence du parti.

Les radicaux ont déjà réussi la belle performance d'aller à la fois à la soupe du côté de la droite giscardienne par l'intermédiaire de la branche JJSS-Peronet-Giroud et de se réserver un avenir par la branche dite de gauche de Robert Fabre. Mais voilà que la majorité de droite elle-même se divise...

Avec la rivalité entre Giscard et Chirac, un choix dramatique s'impose aux radicaux anxieux. Dans quelles soupnières vont-ils tremper leur cuillère ? Celle de Giscard avec JJSS ou celle de Chirac avec Edgar Faure ? C'est bien de cuisine qu'il s'agit si l'on en juge par le niveau des débats qui ont, deux jours durant, agité le petit monde des grenouilles et des caméléons qui composent la ménagerie radicale...

« Le président du parti s'engage à réunir les moyens nécessaires pour aider les candidats dans leur bataille électorale. Il n'y a pas d'armée sans munitions » promettait JJSS

agitant ses ressources financières tout en faisant par ailleurs amende honorable pour ses lubies passées et promettant aux congressistes de s'assagir.

« Si vous voulez avoir de nouveaux députés, il vous faudra dans de nombreuses circonscriptions vous présenter avec le soutien des autres formations de la majorité » roucoulait Edgar Faure après avoir qualifié d'absurdes « les rumeurs selon lesquelles son intention... serait de faire une opération sous-marinière visant à annexer votre parti, à amarrer votre esquif à la puissante nef du capitaine M. Jacques Chirac ».

Histoire sans doute de réparer un oubli, l'audacieux navigateur fit d'ailleurs savoir au milieu du congrès qu'il n'était plus député apparenté UDR.

Chacun des deux camps avait fabriqué le maximum de mandats et gonflé les chiffres des fédérations départementales inexistantes qu'il contrôlait. Il faut croire que les partisans de JJSS sont les plus doués à ce jeu puisque le congrès a élu Servan-Schreiber.

Le résultat du congrès radical a donc été un demi-échec pour Chirac qui patronait la candidature d'Ed-



Face à face JJSS-Gabriel Peronnet : les radicaux anxieux à l'idée de se tromper de souprière.

gar Faure. Mais demi-échec seulement. Le vainqueur, Servan-Schreiber, pour l'instant giscardien, aussitôt élu, a proclamé qu'il n'aurait eu aucune chance de l'être, s'il s'était présenté ouvertement au nom de Giscard. Autant proclamer donc que dans les milieux de droite, le Chirac est nettement mieux coté que le Giscard, et pas seulement au sein du RPR.

C'est justement là-dessus que mise Chirac. Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'il se pousse des coudes pour faire une OPA sur l'ensemble de la majorité, après l'avoir fait sur le RPR. Il a

quelques raisons de penser que les députés radicaux, CDS, et pourquoi pas, Républicains Indépendants, seront eux aussi sensibles que ceux du RPR à son charme, c'est-à-dire à sa capacité d'être un meilleur porte-drapeau dans les milieux de droite, plus efficace sur le plan électoral que Giscard.

Il a failli réussir à mettre un homme-lige à la tête des radicaux. Il a l'air de tenter une opération similaire sur le CDS à en juger par les remous qui agitent l'organisation de Lecanuet, à en juger également par les rodomontades de ce dernier qui juge la situation assez

grave pour prendre de la distance par rapport à Giscard — tout en attaquant Chirac.

Chirac juge en tous les cas ses chances assez grandes pour lancer une nouvelle offensive, en proposant un projet de pacte aux quatre formations de la majorité.

Réussira-t-il son coup ? Ce qui est certain, c'est que dans l'électorat de droite le plus bête du monde son image de casseur et d'anticommuniste virulent passe mieux que le soupçon de réformisme dont voulait se parer Giscard.

Pierre VERNANT

Defferre en bleu... et en rose

Lundi 16 mai, Gaston Defferre, député-maire de Marseille, patron de presse, dirigeant du Parti Socialiste et de quelques autres entreprises avait troqué son pardessus de l'homme d'affaires pour la casquette du militant syndical. Venu rendre visite aux 140 ouvriers, employés et cadres qui ont reçu leur lettre de licenciement de l'usine Gervais-Danone de Marseille, que la direction du trust BSN a décidé de fermer. Il a déclaré notamment : « Vous ne devez pas céder... Il est inadmissible qu'une société multinationale, à la recherche du profit maximum, vous sacrifie au bénéfice d'une usine implantée à l'étranger et qu'elle vous condamne au chômage... Ensemble, nous imposerons la seule solution juste : le maintien en activité d'une usine rentable ». Et, se sentant décidément ce jour-là une âme de dirigeant ouvrier, il a même ajouté : « Restons unis. Je suis convaincu que vous serez amenés à occuper l'usine au moment que vous choisirez. Je serai à vos côtés », avant de promettre qu'en tant que maire, il s'opposerait à la vente des terrains occupés par l'usine en vue d'une opération immobilière.

Cela c'est le langage du Defferre député-maire quand il estime nécessaire de venir soigner sa popularité devant les travailleurs de la ville. Mais il existe un autre monsieur Defferre. Celui qui en juillet 1976 fit intervenir l'armée contre les éboueurs de Marseille en grève. Celui aussi qui, en tant que dirigeant national du Parti Socialiste, s'emploie à rassurer les patrons dans son livre *Si demain la gauche...* où il écrit



que le Programme commun reconnaît en toute lettre le droit des chefs d'entreprise de licencier et explique qu'à son avis la clause mentionnant « le reclassement obligatoire » des travailleurs licenciés est à revoir car contraindre une entreprise privée d'embaucher quelqu'un contre son gré « serait contraire à une certaine conception de la liberté ».

Aussi quand les salariés de Gervais-Danone menacés de licenciement entendent Defferre leur affirmer « Gervais-Danone est devenu pour nous une affaire exemplaire, une affaire de principe », ils ont des raisons de rester sceptiques. Les principes de Defferre, c'est avant tout la défense du droit des patrons d'exploiter les travailleurs même quand d'adventure il vient prétendre le contraire.

P.V.

—Le congrès de Force Ouvrière : se préparer au changement dans la continuité

Le congrès de la CGT-Force Ouvrière s'est terminé vendredi 13 mai après avoir confirmé par 83,5 % des mandats sa confiance dans l'orientation soutenue par Bergeron, ce qui est pour lui mieux encore qu'aux congrès précédents où il avait rassemblé 77,5 % des mandats.

Les commentateurs ont noté, à l'occasion de ce congrès, une certaine « fermeté » des propos du secrétaire général, et un certain « durcissement » des positions de la confédération, dont la participation à la grève générale du 24 mai serait un début. En fait, si Force Ouvrière participe au 24 mai — elle s'est même débrouillée pour l'annoncer avant les autres, pour peu que cela laisse croire à certains que c'est à elle qu'en revient l'initiative —, si elle « durcit » son langage c'est pour ne pas se retrouver sur la touche, pour ne

pas être totalement déconsidérée demain.

Mais cela ne signifie pas un changement de sa politique et Bergeron n'a pas fait faute de le rappeler en précisant qu'il était prêt au lendemain du 24 mai à négocier avec Barre si tel était son désir. Bergeron a également réaffirmé son refus d'engager politiquement sa confédération, contrairement aux vœux de certains militants du PS, notamment ceux du CERES. Il faut dire que le Parti Socialiste lui-même a d'autres moyens de s'assurer des positions de Force Ouvrière.

Mitterrand et Bergeron s'étaient directement rencontrés quelques jours avant le congrès.

La politique de FO intéresse de près le Parti Socialiste : si la gauche était élue en 1978, Mitterrand aurait besoin, pour faire pièce à son allié, le Parti

Communiste, d'avoir une organisation syndicale qu'il puisse éventuellement jouer contre la CGT. Certes le Parti Socialiste a, ces dernières années, ramené à lui nombre de militants et dirigeants de la CFDT, mais si la CFDT peut servir de caution, donner au Parti Socialiste une allure jeune et dynamique, elle est en revanche bien moins fiable que FO lorsqu'il s'agit de s'opposer à la CGT. Et Mitterrand pourrait trouver bien plus encore dans Force Ouvrière que dans la CFDT un interlocuteur compréhensif et porté à la négociation.

Et non seulement pour justifier son actuelle politique contractuelle, mais surtout pour pouvoir jouer un rôle dans l'avenir en cas de victoire de la gauche, Force Ouvrière a besoin de ravalier sa façade.

Olivier BELIN

24 MAI : la politique des bureaucraties syndicales et celle des révolutionnaires

AINSI, les grandes centrales syndicales ont mis des mois, après le 7 octobre, avant de se décider enfin à lancer à nouveau une grève générale de 24 heures pour le 24 mai prochain. Pendant des mois, elles ont tenté de faire patienter les travailleurs avec des mouvements tournants, branche par branche, alors que ces mouvements suscitaient un mécontentement croissant parmi les travailleurs, de plus en plus nombreux à demander quand on allait enfin se décider à débrayer tous le même jour.

Un risque calculé

Si la CGT et la CFDT ont mis si longtemps à se décider à appeler à une journée nationale de 24 heures, c'est que dans la situation actuelle elles courent un risque en lançant un tel appel : le risque, non pas de ne pas être suivies, mais tout au contraire que le succès de la grève du 24 et les manifestations particulièrement importantes redonnent confiance aux travailleurs et que le lendemain ceux-ci ne reprennent pas le travail, que des grèves se déclenchent et se répandent dans tout le pays.

En 1968, c'est à la suite de la manifestation monstre du 13 mai que la grève a éclaté spontanément dans certaines entreprises et a fait tâche d'huile. Et ni les organisations syndicales, ni les partis de gauche ne souhaitent un tel mouvement, au moment où ils se préparent aux élections de 1978 en faisant tout leur possible pour démontrer aux bourgeois qu'ils seront de loyaux gérants. Et d'octobre à mai, ils n'ont pris absolument aucune initiative qui aurait pu être le point de départ d'une explosion de mécontentement dans la classe ouvrière.

Alors, pourquoi prennent-ils ce risque aujourd'hui ? Tout d'abord, ils jugent sans doute que le risque n'est pas bien grand, que le mécontentement ouvrier est profond mais pas explosif et que le rapprochement des échéances électorales peut donner l'espoir aux travailleurs qu'ils obtiendront satisfaction en faisant l'économie de la lutte. Ils peuvent juger que le climat dans les entreprises n'est pas suffisamment chaud pour que les tra-

vailleurs, même en prenant davantage confiance dans leur force le 24, restent dans le cadre fixé par les centrales syndicales.

Car aspirer à continuer la lutte sous la direction des centrales est une chose, le faire malgré, voire contre les centrales, en est une autre. Et dans la période actuelle, il y a fort à parier que CGT et CFDT feraient tout pour s'opposer à l'extension et la généralisation de la grève, contrairement à 1968 où la grève a pris d'autant plus facilement de l'ampleur que la CGT en particulier a décidé, après quelques jours d'hésitation, de prendre la tête du mouvement.

Toutes ces raisons font sans doute que la CGT et la CFDT jugent les risques minimes en appelant à la journée du 24. Mais cette appréciation de la combativité ouvrière aujourd'hui, et surtout au lendemain du 24, peut se révéler complètement erronée. La CGT et la CFDT en prennent le risque car les échéances électorales sont trop lointaines et il ne leur faut pas se déconsidérer aux yeux des travailleurs en ne faisant rien — ni d'ailleurs aux yeux de la bourgeoisie en en faisant trop.

Les tâches des révolutionnaires

Les révolutionnaires sont seuls à affirmer que la classe ouvrière, face à l'offensive de la bourgeoisie, ne pourra pas faire l'économie de la grève générale. Comme en 36, comme en 68, il faudra que les travailleurs s'engagent dans une lutte d'ensemble, ferme et résolue, pour ne pas faire les frais de la crise.

Certes, les révolutionnaires sont minoritaires et n'ont pas le moyen d'organiser cette grève générale si nécessaire. Mais c'est leur rôle — et personne ne le fera à leur place — de défendre inlassablement l'idée d'une grève de tous les travailleurs pour des objectifs qui en valent la peine, qui permettent à la population laborieuse de traverser la crise sans en faire les frais. La victoire électorale des partis de gauche, si elle a lieu en 1978, ne permettra pas de satisfaire les revendications essentielles de la classe ouvrière car, si la gauche vient au



Les dirigeants des grandes confédérations syndicales : Mire (CFDT), Ségué (CGT) et Henry (FEN), ont mis des mois à se décider à lancer une grève générale de 24 heures : il leur fallait en peser les risques. (Ph. AFP)

pouvoir, ce sera, elle aussi, pour gérer la crise au service de la bourgeoisie.

C'est dire que les révolutionnaires doivent mener une propagande inlassable pour les revendications essentielles de la classe ouvrière, expliquant en quoi leur satisfaction seule peut protéger les travailleurs, en quoi ils ont la force d'empêcher les bourgeois de nuire, comment ils peuvent interdire tout licenciement et empêcher la dégradation de leur pouvoir d'achat par l'échelle mobile des salaires.

Le rôle des révolutionnaires est d'aider la classe ouvrière à prendre conscience de sa force et de ses intérêts communs, de mettre en avant ses revendications générales essentielles par-delà les revendications particulières. C'est de lui proposer une politique qui, en lui permettant de défendre ses propres intérêts généraux, lui permette en même temps de défendre ceux de toute la population laborieuse, petits paysans et petits commerçants, victimes eux aussi de la crise. Car la classe ouvrière en est seule capable : en obligeant les patrons à ouvrir leurs livres de comptes, en contrôlant le système bancaire, elle peut imposer son contrôle sur l'ensemble de l'économie

afin que les besoins vitaux des classes travailleuses soient satisfaits.

Toutes ces revendications seront encore à l'ordre du jour après les législatives de 1978, car la gauche n'est pas prête à les satisfaire. Partis de gauche et centrales syndicales se gardent bien de les mettre en avant car leur rôle est, justement, d'empêcher la classe ouvrière de s'en prendre au capital et, à la veille d'arriver au pouvoir, ils ne veulent à aucun prix développer les illusions des travailleurs sur ce qu'ils ont à attendre d'un gouvernement de gauche.

Les révolutionnaires doivent appeler tous les travailleurs à participer à la grève du 24 mai et aux manifestations, tout en développant leur propagande sur la grève générale et sur les revendications générales vitales pour les travailleurs. La journée du 24 ne suffira bien entendu pas. Mais ce sera l'occasion pour les travailleurs de se compter. Cette vérification est indispensable ; c'est elle qui peut — si elle est concluante — renforcer le moral de la classe ouvrière. C'est elle qui peut l'amener, malgré les organisations syndicales, à faire le pas suivant.

Dominique CHABLIS

Policiers dans le cortège et police dans la rue

Le syndicat national des policiers en tenue a déclaré que le 24 mai, jour de la grève générale, les policiers useraient du seul droit qu'ils ont : « Nous irons sous notre bannière dans la rue, défilant

aux côtés des autres fonctionnaires pour défendre nos revendications. »

A coup sûr, les policiers se tailleront, dans la manifestation du 24 mai, un franc succès. Les travailleurs seront contents

de voir des policiers pour une fois à leurs côtés dans une manifestation. Il est vrai que les policiers sont aussi des salariés, qu'ils sont aussi des fonctionnaires et qu'à ce double titre ils sont aussi victimes du plan Barre. Ils manifestent ? Eh bien, tant mieux. Il n'est pas question de les rejeter. Ils sont toujours mieux dans la manifestation qu'en face.

Ce qui ne veut, bien sûr, pas dire que les policiers sont devenus des alliés des travailleurs.

Les policiers qui manifesteront mardi ne sont qu'une infime minorité. Ce sont pour la plupart des policiers qui maintenant n'ont pas peur d'être confondus avec des gens de gauche. Quant à vouloir se mettre bien avec le gouvernement de demain, autant le faire à temps. Il y a, à l'opposé, les policiers qui jouent la carte inverse, et qui ne sont pas nombreux non plus. Il y a surtout la masse de tous ceux qui cherchent à passer le plus inaperçus possible et qui espèrent bien se faire « oublier » pendant l'année qui nous sépare des échéances électorales, afin de pouvoir se retrouver du bon côté quels que soient les résultats des législatives.

De toute façon, qu'ils se situent à droite ou à gauche, les policiers sont avant tout

des hommes formés à la répression. Ils sont avant tout membres de l'appareil d'Etat au service de la bourgeoisie. Et leurs opinions personnelles n'y changent rien.

Tant que la bourgeoisie peut compter sur ces hommes armés, encadrés, disciplinés, la classe ouvrière n'a rien à espérer de la police. On ne démocratise pas un corps dont la fonction quasi unique est la répression. On ne conquiert pas l'Etat de l'intérieur.

Et les policiers-manifestants de mardi prochain seront peut-être dans les mois qui viennent des policiers que le gouvernement enverra contre les manifestants.

D'autant que ces policiers auront peut-être demain à obéir à un gouvernement de gauche qui, comme en 1937, 1947 et 1956, les fera marcher contre les travailleurs, tout aussi bien qu'un gouvernement de droite.

Et de ce point de vue, si l'on cherche une garantie, c'est à Mitterrand qu'il faudrait la demander : s'engagerait-il, lui Mitterrand, à ne jamais utiliser la police contre les grévistes ?

Mais on peut être sûr que jamais Mitterrand ne fera cette sorte de promesse.

Jacques LEJOIR.



La police dans la rue... pour une fois sans uniforme. (Ph. Elie Kagan)

Divergences entre Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolutionnaire

Dans sa presse, lors des manifestations et de façon générale, lors de ses interventions publiques, la Ligue Communiste Révolutionnaire met systématiquement en avant un certain nombre d'objectifs du style « Giscard dehors », « Dehors la majorité devenue minoritaire dans le pays », ou encore, « Rompre avec les institutions de la V^e République ». La LCR argue de la nécessité d'avancer des mots d'ordre politiques transitoires susceptibles d'être repris par de larges masses faisant confiance à l'Union de la gauche, et en même temps, les mettant en opposition avec la politique de l'Union de la gauche.

Passons rapidement sur le fait que c'est au nom de la nécessité d'avancer des mots d'ordre de ce genre, que les camarades de la Ligue appellent « éducatifs », que la LCR refuse d'affirmer clairement en tous les cas en public, que le futur gouvernement d'Union de la gauche sera un gouvernement au service de la bourgeoisie. Une de nos principales divergences avec la LCR quant aux tâches des révolutionnaires dans la période actuelle, porte précisément sur ce terrain.

Nous savons, les uns et les autres, que l'Union de la gauche au gouvernement ne s'attaquera pas aux privilèges de la bourgeoisie, pas même pour défendre les intérêts vitaux des plus élémentaires des travailleurs face à la crise. Nous savons qu'elle utilisera au contraire tout son crédit auprès des travailleurs pour mener, au service de la bourgeoisie, une politique que la droite ne pourrait pas mener sans déclencher des réactions. Et, pour notre part, nous considérons qu'il est inconcevable pour des révolutionnaires, de ne pas mettre clairement en garde les travailleurs contre cela, en invoquant la nécessité de ne pas se couper d'eux.

Cela dit, nous sommes bien d'accord que la dénonciation ne suffit pas, pour indispensable qu'elle soit. Il est nécessaire d'avancer et de populariser des objectifs correspondant aux préoccupations de la classe ouvrière, donc susceptibles d'être repris comme objectifs de ses luttes, mais qui la conduiraient, au cours justement de ces luttes, à une prise de conscience supérieure.

Est-ce cependant le cas des objectifs avancés par la Ligue ? Certainement pas.

Quels objectifs pour la classe ouvrière ?



La première page du numéro de Rouge vendu le 1^{er} mai est bien significative des objectifs que la Ligue Communiste Révolutionnaire propose à la classe ouvrière.

UNE CAUTION DE GAUCHE AU PROGRAMME COMMUN...

En quoi donc un mot d'ordre comme « Giscard » ou « Barre dehors », en quoi l'exigence du départ immédiat d'une « majorité devenue minoritaire dans le pays » sont-ils susceptibles d'élever la conscience des travailleurs dans la lutte ? Pourquoi d'ailleurs les travailleurs auraient-ils même simplement envie de s'engager dans la lutte sur de tels objectifs ? Pourquoi se sentiraient-ils trahis sur ce

terrain par les organisations réformistes ?

C'est rigoureusement le contraire : ces objectifs ne dépassent pas dans la conscience des travailleurs ce qui peut être atteint par la victoire de l'Union de la gauche ! Bien sûr que ce sont des mots d'ordre qui ne couperont pas la Ligue des travailleurs, des militants influencés par l'Union de la gauche. Mais précisément parce

que ces mots d'ordre vont tout à fait dans le sens de leurs illusions, car ils traduisent nécessairement cet objectif en termes électoraux. La majorité actuelle est devenue minoritaire ? L'Union de la gauche offre de toute façon un changement de gouvernement dans quelques mois par les élections.

Mais les objectifs du style « Il faut changer le régime Giscard-Barre » ne sont pas seulement innocemment dérisoires. Ils ne le sont que si les travailleurs ne rentrent pas en lutte. Encore que de toute façon, ils apportent une caution d'extrême-gauche à l'Union de la gauche, car cela signifie que l'on souhaite l'arrivée de Mitterrand au plus vite au gouvernement.

Mais si les travailleurs entrent en lutte, pour de tout autres objectifs, réels ceux-là, avant les échéances électorales, alors on ne peut certes pas exclure que l'Union de la gauche reprenne, comme extrême solution, ces objectifs à son compte immédiatement, sous forme de revendication d'élections anticipées. Et ceux qui avancent, aujourd'hui ces mots d'ordre pour « forcer la gauche à aller plus loin qu'elle ne veut » ou « les faire déconstruire dans un but éducatif

...OU UNE POLITIQUE POUR LES TRAVAILLEURS ?

Les seuls objectifs correspondants à la situation, qui sont susceptibles d'être repris, et qui sont susceptibles de conduire les travailleurs, s'ils s'engagent dans la lutte, à la conscience de la nécessité d'aller plus loin, ont trait aux maux qui frappent directement la classe ouvrière. Et si les révolutionnaires ont une propagande à faire et une agitation à développer en cas de montée, ils doivent le faire en mettant en avant des objectifs comme : l'interdiction de licencier et répartition du travail entre tous, en prenant le capital comme garantie — L'échelle mobile automatique, mensuelle, basée sur des indices contrôlés par les travailleurs ; — L'augmentation immédiate et importante des salaires ! — La réduction immédiate des heures de travail.

Ce sont des objectifs correspondant aux aspirations des travailleurs. Mais ce sont également des mots d'ordre politiques, les seuls dans la

pour les masses », auront seulement contribué à cautionner, par avance, une éventuelle opération politique de la gauche pour détourner la classe ouvrière de ses revendications réelles, nécessaires, face à la bourgeoisie, vers la voie des élections parlementaires.

Il en est de même de la revendication de « changer les institutions de la V^e République ». Si c'est un objectif pour une classe ouvrière en lutte, c'est une façon encore de détourner la combativité des travailleurs vers le cul de sac ridicule d'un changement constitutionnel, sans même les couper des directions réformistes car l'Union de la gauche est parfaitement capable d'offrir une rediscussion de la Constitution comme exutoire aux luttes ouvrières. Et même s'il n'y a pas de luttes, est-ce donc aux révolutionnaires de tenir le langage de vagues libéraux-bourgeois ? A bas la constitution de la V^e République ? Au nom de quoi donc ? Au nom de celle de la IV^e... ou d'une VI^e à venir ? Le fait que ce soit la LCR qui ramasse une revendication qui était celle de Mitterrand au temps où il ne se prétendait même pas socialiste, ne fait pas de ce mot d'ordre un mot d'ordre révolutionnaire transitoire...

situation actuelle qui le soient au sens d'une politique indépendante pour la classe ouvrière.

Pas plus un gouvernement Mitterrand que le gouvernement Barre ne peut satisfaire ces revendications pourtant vitales pour la classe ouvrière. Et c'est justement pourquoi, c'est en se battant pour ces revendications, que la classe ouvrière fera l'expérience qu'il faut qu'elle se batte, contre le gouvernement, quel qu'il soit, simplement pour défendre ses conditions d'existence face à la crise.

Ce qui sépare les deux types d'objectifs, ceux sur lesquels la Ligue met l'accent et ceux que nous mettons en avant, n'est pas une différence d'efficacité, ni une différence dans le degré du caractère politique de ces revendications. C'est une différence de perspective : coller à l'Union de la gauche ou défendre une politique indépendante pour la classe ouvrière.

Georges KALDY

Fête de Paris du PCF : quand le PCF s'adresse aux militants

Les 14 et 15 mai, avait lieu, Porte de Pantin la « Fête de Paris », organisée par la Fédération de Paris du Parti Communiste Français.

Dans une ambiance chaude et sympathique, la fête est d'abord placée sous le signe du spectacle et du sport. Mais on y trouve aussi : le stand des livres, celui de la science, celui de l'art. Par contre, très peu de stands politiques ; très peu aus-

si de stands d'entreprise.

La politique pourtant n'était pas absente : au cours de nombreux débats, le PCF s'adresse à ses militants : pour réaffirmer la nécessité « d'un PCF fort », et pour affirmer, à côté de professions de foi nationalistes et chauvaines, sa vocation « révolutionnaire ».

Et ses militants pourront ainsi entendre leurs « intellectuels », Lucien Sève et François Hinck-

ler, au cours d'un débat sur l'Etat (Programme commun : renforcement ou dépérissement de l'Etat) développer le tableau d'une France, après la victoire de la gauche, couverte de « conseils » : ouvriers, de locataires, de quartier, etc. Tout ça n'est pas dans le Programme commun ? C'est normal, comment voulez-vous, à l'avance, codifier la spontanéité des masses ? répond François Hinckler. Tout

cela sous les applaudissements enthousiastes d'un chapiteau archi-bondé. Avec la venue de la gauche au pouvoir, conclut F. Hinckler, il n'y a plus d'Etat au sens actuel du terme : l'Etat dépérit.

On est loin bien sûr des interventions politiques publiques récentes d'un Marchais s'adressant aux patrons, pour les convaincre qu'ils n'ont rien à perdre à la venue au pouvoir, avec

l'Union de la gauche, du Parti Communiste. A la fête, Marchais affirmait au contraire — réponse subtile à Mitterrand qui, à la TV, insistait sur ce qui ne changera guère — que « nous voulons que les choses changent, et changent vraiment ». A la fête de Paris, le PCF s'adressait à ses militants : il leur tenait le langage qu'ils voulaient entendre.

Jean-Jacques LAMY.

5 morts au Pays basque :

Derrière le masque de la libéralisation, la mitraille

● Au Pays basque la police espagnole a tué, en réprimant avec violence, jeudi et vendredi derniers, les manifestations organisées à Renteria et à Pampelune à l'occasion d'une grève générale lancée dans les provinces basques par les nationalistes et les syndicats, afin d'obtenir l'amnistie pour les détenus politiques. Plusieurs manifestants sont grièvement blessés par les balles en caoutchouc de la police, qui n'a pas hésité à tirer pour disperser les manifestants.

Pourquoi le gouvernement Suarez répond-il à ces manifestations en faveur de l'amnistie par une répression aussi brutale ? Toutes les mesures des mois passés, visant à transformer par le haut et dans l'intérêt de la bourgeoisie la dictature franquiste en un régime de type parlementaire, ont été prises prudemment,

progressivement. Juan Carlos et son Premier ministre Suarez veulent garder l'entier contrôle de l'assouplissement des institutions. Ils veulent bien octroyer à la population certains droits, sous les formes et aux moments voulus par eux. En aucun cas ils ne veulent donner l'impression que des mesures de libéralisation peuvent être obtenues par la lutte. Pour mener cette politique, le gouvernement espagnol est aidé par les partis de gauche, qui ne font rien pour avoir l'air de forcer la main au gouvernement et qui sont même tout prêts à se désolidariser de ceux qui luttent pour leurs droits élémentaires.

Dans le cadre de la libéralisation qu'il a entreprise, le gouvernement Suarez a déjà pris des mesures d'amnistie. Il sera sans doute amené à en prendre d'autres. Mais le problème, pour lui, est de démon-

trer sa capacité à empêcher la population d'intervenir par la grève et les manifestations dans la vie publique.

Cette preuve, Juan Carlos doit l'administrer en particulier à l'armée, qui observe d'un œil sourcilieux les transformations opérées jusqu'à présent. Le gouvernement espagnol doit faire la démonstration qu'il est capable de liquider les vestiges les plus voyants de la dictature franquiste, tout en conservant l'efficacité répressive de l'appareil d'Etat.

Même habillé de quelques frusques démocratiques, l'Etat espagnol reste inchangé. La police et la Garde civile qui tirent aujourd'hui au Pays basque seront encore en place après les élections de juin.

C'est pourquoi les travailleurs ne doivent avoir aucune illusion sur les changements actuels accordés d'en haut, changements montés en épin-



Cette manifestation pour réclamer l'amnistie au Pays Basque sera sauvagement dispersée par la police. (Ph. UPI)

ple aussi bien par les partis de droite que par les partis de gauche. Ces changements donnent à la classe ouvrière des possibilités supérieures d'organisation. Il faut qu'elle utilise ces possibilités. Mais il ne faut pas qu'elle oublie ce

que le Pays basque vient de rappeler : l'Etat reste inchangé et toujours au service des mêmes intérêts, par les mêmes méthodes, brutales et meurtrières.

Stéphane LAROCHE.

Espagne :

Le retour de la Pasionaria : une caution pour Santiago Carillo

● Le gouvernement espagnol s'est finalement décidé à donner son passeport à Dolores Ibarruri, la Pasionaria, présidente du Parti Communiste en exil, malgré le mécontentement de l'extrême-droite devant le retour légal en Espagne de celle qui reste le symbole de la guerre civile contre Franco. Mais ce n'est que la suite logique de la légalisation du Parti Communiste Espagnol intervenue il y a quelques semaines.

Dolores Ibarruri, fondatrice du Parti Communiste Espagnol, dirigeante du parti depuis les années 1930, fougueuse porte-parole de la politique stalinienne pendant la guerre civile, a passé trente-huit ans d'exil à Moscou et pourrait passer à ce titre pour l'une des

dirigeantes communistes les plus fidèles au Kremlin.

Mais elle a décidé de rejoindre le Parti Communiste Espagnol de Santiago Carillo, le parti qui a peut-être été le plus loin dans les prises de positions se démarquant de Moscou.

Et en revenant, en reprenant sa place en Espagne, à la tête du Parti Communiste, la Pasionaria accepte de servir de caution à Santiago Carillo. Il y a de fortes raisons de croire qu'une partie des militants communistes espagnols aient du mal à accepter tous les récents virages de leur parti, dont la reconnaissance du drapeau franquiste n'est que le symbole. La Pasionaria, qui ne s'est pas prononcée contre, aidera à faire passer la chose.



Santiago Carillo et Dolores Ibarruri.

(Ph. UPI)

Car ce n'est pas seulement sa caution à un homme mais bien à une politique qu'elle vient apporter. Cette politique, désignée pompeusement par le terme d'euro-communisme, n'est que l'allégeance ouverte des Partis Communistes à leur propre bourgeoisie nationale. Cette politique amène les Partis Communistes à

s'éloigner de plus en plus de Moscou. Mais c'est pourtant la seule que la bureaucratie russe ait à proposer aux Partis Communistes et c'est bien cette même politique que la Pasionaria menait sous les injonctions du Kremlin en 1936 en Espagne.

En renouant, après une interruption de quarante ans ou pres-

que, avec la politique qu'elle menait avant son exil, Do'orès Ibarruri reconnaît qu'elle n'a rien d'autre à offrir comme perspective au PCE que celle qui consiste à mettre la classe ouvrière à la remorque des démocrates bourgeois et qui conduisit les travailleurs espagnols au massacre.

André ROUSSEL.

Bas les poings !

Le secrétaire du Parti Communiste Espagnol, Santiago Carillo, se met au goût du jour des PC européens. Il déclarait vendredi 13 mai, lors d'un meeting : « Je crois que cela ne serait pas si mal si dans ce pays certains arrêtaient de saluer à la romaine et d'autres avec le poing fermé. Depuis que je suis revenu en Espagne, j'ai évité de lever le poing dans les meetings ».

Il n'y a certes pas que dans les meetings que Santiago Carillo a évité de lever le poing. Sa politique est celle

du soutien au régime de Juan Carlos, comme il l'a répété dans le même discours : « Je ne suis pas venu agresser les gens, mais travailler à la réconciliation et à la liberté ».

A l'approche des élections générales, le Parti Communiste multiplie les gestes susceptibles de rassurer la bourgeoisie espagnole et les ultras, qui se résolvent difficilement à l'accepter. Après l'adoption du drapeau monarchique, c'est l'abandon du poing levé. Il est vrai qu'on ne peut pas en même temps tendre la main à la bourgeoisie et lever le poing contre elle.

Portugal :

Soarès "normalise" les étudiants

● Le ministre de l'Education nationale a pris la décision, vendredi 13 mai, de fermer l'université de Coïmbra dont les étudiants sont en grève. « Des éléments extrémistes se préparaient à envahir les locaux de l'université et à détériorer le matériel scolaire » a-t-il déclaré. En fait, les étudiants protestaient contre la réintégration par le gouvernement de six professeurs liés au salazarisme et qui avaient perdu leur poste à la chute du régime de Caetano. Il n'en a pas fallu plus pour que le gouvernement prenne cette mesure destinée à briser le mouvement. Les autres manifestations étudiantes

ont reçu le même accueil intransigeant de la part des autorités portugaises. A Porto, la police a chargé les étudiants qui soutenaient un des leurs, passant en justice. A Lisbonne, l'Institut de sciences sociales et politiques est également fermé depuis deux mois.

Cette attitude du gouvernement de Soares n'est pas nouvelle et vise aussi bien les travailleurs, les paysans, les soldats que les étudiants. Dès la constitution de son gouvernement, venant après des mois de mobilisation populaire, Soares n'avait pas caché qu'il fallait que cessent cette agitation et ces manifestations de toute

sorte. Depuis, il s'est employé à rétablir l'autorité de l'Etat dans tous les domaines, aidé en cela par une armée reprise en main par le haut état-major, et il n'a pas hésité à s'appuyer sur les éléments les plus rétrogrades pour mener à bien cette politique.

Aujourd'hui, le gouvernement semble vouloir en finir avec les étudiants.

La normalisation suit donc son cours ; et une normalisation menée non par un gouvernement ouvertement de droite ou par des militaires, mais par des hommes qui se réclament sans honte du socialisme et des travailleurs...

Guy FICHET.

Manifestations en Italie

Une politique qui ne sert pas les travailleurs

● Pour protester contre la mort d'une jeune fille tuée par balle jeudi 12 mai à Rome, de nombreuses manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes d'Italie, en particulier à Milan et à Rome — où plusieurs manifestants se sont violemment affrontés aux forces de l'ordre — faisant de nombreux blessés de part et d'autre et tuant un policier.

C'est au cours du rassemblement organisé par le Parti Radical (libertaire) et l'extrême-gauche à Rome, le jeudi 12 mai, que la jeune fille a été tuée.

Cette manifestation, qui est à l'origine de la nouvelle série d'affrontements entre manifestants d'extrême-gauche et police italienne, devait être une fête populaire pour célébrer le troisième anniversaire de la victoire des « non » au référendum sur le divorce.

Le rassemblement avait été interdit et la place bouclée par la police, malgré la volonté exprimée des organisateurs de faire un rassemblement pacifique.

De toute évidence, le gouvernement italien tenait à faire la démonstration de sa volonté de maintenir l'ordre au risque de faire des victimes. Aussi le gouvernement et la police italienne sont-ils responsables de ces morts.

Mais les organisateurs du rassemblement du 12 mai ne pouvaient pas ignorer que telle serait l'attitude du gouvernement.

Depuis le 21 avril, date où un policier avait été tué au cours d'un affrontement avec des manifestants, le gouvernement italien avait interdit toute manifestation publique jusqu'au 31 mai et annoncé que désormais la police ferait usage de ses armes.

C'est sans doute dans le but de faire lever cette interdiction que les organisateurs avaient décidé de « commémorer » la victoire des « non », cherchant par là un moyen de mettre au pied du mur le gouvernement.

L'épreuve de force était au bout :



Les manifestants répondent aux attaques de la police responsable de la mort d'une manifestante ce jour-là. (Ph. UPI)



L'enterrement de Giorgia Masi tué lors des manifestations. (Ph. UPI)

et c'est peut-être ce qu'ont recherché les organisateurs, si tant est qu'ils se soient posés réellement la question.

Or sur quoi peuvent déboucher de telles actions et quelle stratégie peut les expliquer dans le contexte actuel de l'Italie ? Manifestement la classe ouvrière italienne, au nom de qui les organisations d'extrême-gauche pré-

tendent agir, n'est pas prête à ce type d'épreuve de force par laquelle elle ne se sent nullement concernée.

Mais tout aussi manifestement les organisations d'extrême-gauche, même celles qui se réclament de la classe ouvrière et a fortiori celles qui ne s'en réclament pas, et qui étaient à l'origine de la manifestation, ne se

sont absolument pas posé la question de savoir ce qu'en pouvaient penser les travailleurs. Car le souci des préoccupations et des aspirations des travailleurs, la volonté d'élever le niveau de conscience de la classe ouvrière ne sont en aucune façon un objectif de ces organisations. Et c'est en cela que leurs actions sont irresponsables du point de vue des intérêts de classe des travailleurs.

Bien sûr, certaines de ces organisations ne prétendent guère exprimer autre chose que l'exaspération des étudiants menacés dans leur avenir, qui semblent constituer la catégorie sociale la plus mobilisée à l'heure actuelle en Italie. Mais les autres, celles qui se réclament des travailleurs au moins formellement, ne mènent en fait pas une autre politique. Elles en restent à des actions d'éclat, susceptibles de servir tout au plus d'exutoire à la colère de la petite-bourgeoisie estudiantine.

Or aujourd'hui, dans l'Italie en crise, la clé de la situation est aux mains de la classe ouvrière. D'une classe ouvrière qui souffre gravement de la crise et qui est trahie ouvertement par ses dirigeants réformistes.

Les tâches des révolutionnaires consistent justement à l'amener à prendre conscience que c'est entre ses mains que repose l'avenir de l'Italie. Ce qui n'exclut pas la possibilité pour les organisations révolutionnaires de s'adresser aux étudiants en colère, mais à condition de ne pas rester sur leur terrain et de défendre auprès des étudiants une politique qui aille dans le sens des intérêts de la classe ouvrière.

Au lieu de cela, l'extrême-gauche italienne, en s'engageant dans les affrontements stériles avec la police, contribue à aggraver la situation, en coupant les travailleurs d'une solution révolutionnaire et en les précipitant un peu plus dans les bras du PC ou, pire, de la démoralisation.

Irène BROSSARD

Pakistan

Le référendum : Ali Bhutto joue ses dernières cartes

Le Premier ministre pakistanais, Ali Bhutto, passablement contesté dans l'ensemble du pays par l'opposition qui l'accuse d'avoir truqué les élections du 7 mars, vient de demander au Parlement pakistanais et d'obtenir l'autorisation d'organiser un référendum.

Face à l'agitation qui se poursuit et à laquelle le gouvernement semble incapable de mettre un terme, Ali Bhutto pense avoir trouvé le moyen — si toutefois le référendum a lieu et si le résultat lui est favorable — de s'imposer à l'opposition sans avoir l'air de céder à ses exigences et de consolider son pouvoir en démontrant à l'ensemble du pays qu'il n'est pas encore discrédité. Et s'il échoue — encore qu'il ait l'air de s'y connaître en manipulations électorales — il aura au moins trouvé une sortie plus élégante.

Ali Bhutto joue probablement là sa dernière carte : il lui faut démontrer à l'armée pakistanaise qu'il est capable de ramener le calme et qu'il n'est pas encore un homme usé. Car c'est l'armée, omniprésente au Pakistan, qui détient en fin de compte l'initiative.

C'est de l'armée qu'Ali Bhutto a reçu le pouvoir en 1971 — quand le général Yaya Khan s'était retiré, à la suite de la lamentable campagne militaire contre le Bangla Desh.

C'est elle qui avait décidé, pour faire cesser les troubles qu'avait entraînés sa défaite, de tenter une expérience de gouvernement civil.

Et c'est elle aujourd'hui qui exige un règlement rapide de la situation. Si la personnalité d'Ali Bhutto ne suffit plus au maintien de l'ordre, l'armée, qui avait

délibérément quitté le devant de la scène politique en 1971 tout en gardant l'essentiel du pouvoir entre les mains, risque fort de mettre fin à l'expérience et de réintervenir directement une nouvelle fois.

Jusqu'à présent, elle a laissé faire le gouvernement. Mais la démission d'un certain nombre de militaires indiquerait qu'une partie de l'état-major est prête à retirer son soutien à Ali Bhutto et à son « Parti Populaire ».

Mais le temps presse. Depuis plusieurs mois l'agitation est permanente au Pakistan. Dans ce pays où la misère de la population et la profondeur des antagonismes sociaux menacent de rendre toute instabilité explosive, la situation ne peut s'éterniser. L'armée le sait, Ali Bhutto aussi. C'est pourquoi il n'est pas évident que les militaires lui laissent encore la possibilité de sauver et sa place personnelle et le régime civil, par le biais du référendum que l'opposition rejette d'ailleurs catégoriquement en réclamant la démission d'Ali Bhutto.

Si la puissante armée pakistanaise a subi une défaite face à l'armée indienne au Bangla Desh, elle reste parfaitement rodée à la répression contre la population. Quelles que soient ses réticences devant l'idée d'exercer, de nouveau directement le pouvoir, au lieu de rester derrière le seul civil qui, dans le passé, avait sa confiance, elle doit se préparer d'ores et déjà à reprendre la succession du régime civil.

I.B.

Irak

Persécution du peuple kurde

Nous avons reçu le communiqué suivant, dénonçant la répression subie par le peuple kurde, signé par sept organisations étudiantes irakiennes, arabes, kurdes...

« Une répression d'une brutalité et d'une ampleur sans précédent s'abat actuellement sur le peuple kurde en Irak. Au cours des deux dernières années, plusieurs dizaines de milliers de Kurdes (...) ont été déracinés (...) et déportés (...), dispersés dans des villages arabes ou parqués dans des camps de concentration installés en plein désert, contraints à des travaux forcés. (...)

L'arbitraire et la terreur ont fait, en l'espace de deux ans, plusieurs centaines de victimes dans les rangs de la population. Rien que du 11 mars 1977 au 4 avril dernier, 39 Kurdes ont été pendus par la dictature de Bagdad. La plupart des victimes étaient accusées d'avoir mis sur pied des « réseaux terroristes ». (...)

La dictature frappe souvent dans le tas, pour terroriser toute la population. C'est ainsi qu'on trouve, parmi les huit personnes pendues le 1^{er} avril 1977, une femme et un enfant âgé de douze ans, accusés d'avoir ravitaillé les maquis. »

URSS

La bureaucratie réprime et isole les opposants

● A la suite des arrestations opérées depuis le début de l'année en URSS, la bureaucratie soviétique semble avoir porté un coup d'arrêt aux activités des intellectuels contestataires.

Ainsi en témoigne le correspondant du *Monde* à Moscou, Jacques Amalric, qui explique dans *Le Monde* du 15 et 16 mai que, depuis la vague d'arrestations, les contacts jusque-là fréquents et réguliers (plusieurs fois la semaine) entre les journalistes occidentaux et les opposants soviétiques sont pour la plupart aujourd'hui impossibles.

Depuis le 4 février, date de l'arrestation d'Alexandre Guinzbourg, des dizaines d'arrestations ont eu lieu, précédées de toute sorte de mesures d'intimidation contre ceux qui osaient encore garder le contact avec des opposants et avec des journalistes étrangers.

Comme l'écrit Jacques Amalric : « Si les amis des dissidents ne comprennent pas tout seuls où est leur intérêt, quelques visites ou convocations suffisent en général à les ramener à la raison. Qui, en Union Soviétique sans doute plus qu'ailleurs, peut se targuer de n'avoir jamais violé une loi, un règlement ? D'être à l'abri de tout soupçon, de toute poursuite ? Qui a envie de perdre les quelques privilèges difficilement acquis ? L'appartement obtenu de longue lutte ? »

Ces informations sont significatives à double titre.

Tout d'abord, parce qu'elles montrent la volonté de la bureaucratie soviétique de réduire encore, même le peu de possibilités dont disposaient jusqu'à maintenant les contestataires

pour se faire entendre.

Mais cela est significatif aussi d'une autre chose : il a suffi effectivement à la bureaucratie de couper les contacts entre les contestataires et les journalistes occidentaux pour leur enlever l'essentiel de leurs moyens. Car les milieux contestataires restent limités à l'intelligentsia, à certaines couches de la bureaucratie elle-même, appartenant socialement à une couche relativement privilégiée du régime, et par là coupée du reste de la population. Ils ne cherchent pas non plus à en sortir politiquement et surtout pas en devenant les porte-parole des aspirations et des intérêts de la classe ouvrière soviétique.

Leur principale préoccupation est de s'adresser à l'Occident, et c'est tout naturellement qu'ils cherchent le chemin de la presse occidentale bourgeoise. Cela correspond à une volonté politique de leur part. C'est d'ailleurs parce qu'ils ont souvent les yeux tournés vers l'Occident qu'ils trouvent plus facilement l'oreille et la plume de journalistes occidentaux.

Mais la bureaucratie redoute la contestation, même limitée, et elle trouve intolérable ce goût pour la liberté que manifestent des intellectuels. C'est pourquoi, de nouveau, elle réprime et menace.

Mais malgré ses prisons, son chantage, ses menaces, cela fait plus de dix ans que ces mêmes intellectuels résistent courageusement et se battent pour obtenir la liberté d'expression. Et cette nouvelle vague de répression, pas plus que les précédentes, ne pourra faire taire la contestation.

Cécile BERNIER.

CHINE



Lorsque les hommes remplacent les machines qui manquent : une brigade de travail consolide à l'aide de pelles les rives du Fleuve Jaune. (Ph. AFP)

DERRIÈRE LES DISCOURS, LA DICTATURE

● La dernière Conférence nationale sur l'industrie vient de se terminer en Chine. A cette occasion, Hua Kuo-feng a appelé à la discipline et à l'austérité, afin de permettre un redémarrage économique du pays. En passant, il en a profité pour stigmatiser les ouvriers qui se préoccupent de leur salaire et de leurs horaires de travail, au lieu de redoubler d'efforts.

Cependant, même si les journaux ont fait remarquer que ce langage tranchait avec les discours des derniers mois (discours consacrés à dénoncer « la bande des quatre »), le ton employé n'est pas nouveau. Ainsi, il y a quelques mois, lors d'une autre Conférence nationale — sur l'agriculture cette fois —, les dirigeants chinois avaient également appelé à travailler plus et mieux.

Ces appels au travail, à la discipline, depuis trente ans que dure le régime, sonnent un peu comme des litanies et sont, sans doute en partie, des formules toutes faites à usage des orateurs officiels. Mais cela ne doit pas masquer le fait que, derrière ces discours souvent stéréotypés, il y a la réalité de la dictature quotidienne. Une dictature qui vise à empêcher les travailleurs de s'occuper du montant de leur salaire ou de s'inquiéter de savoir « si les horaires de travail sont longs ou brefs », comme dit Hua Kuo-feng. Une dictature où l'on fait voter « démocratiquement » et à l'unanimité aux travailleurs le renforcement de leur propre exploitation et où le régime n'hésite pas à réprimer ceux qui n'ac-

ceptent pas cette chape de plomb.

Certes, Mao et ses successeurs essayent bien de justifier par de hautes considérations nationales les sacrifices imposés à la population. A cette dernière, le régime fait miroiter l'espoir, pour prix de ses efforts, de voir décoller le pays dans le cadre étroit des frontières nationales. Mais cet espoir — qui n'a rien à voir avec le communisme — est un leurre. En cette fin du XX^e siècle, la voie d'un développement national est bouchée, par le fait que l'impérialisme s'est approprié toutes les richesses de la planète et qu'il a exclu les Etats pauvres de la table du festin.

Le régime chinois, dont la raison d'être est un impossible développement national du pays, impose de vains sacrifices à la population laborieuse. Les travailleurs chinois ne peuvent que perdre de plus en plus leurs illusions et leur espoir dans le régime. La mort de Mao accélèrera probablement cette évolution. Les nouveaux dirigeants ne bénéficieront pas du même crédit et de la même confiance de la part des masses populaires.

La répétition pressante des directives officielles sur la nécessité de travailler toujours plus paraît bien être le pendant du refroidissement de l'enthousiasme des travailleurs, voire même parfois de leur hostilité plus ou moins ouverte contre des sacrifices dont on ne voit pas la fin.

Pierre LAFFITTE.

POLOGNE

Contre la contestation, arrestations et accidents maquillés

● La semaine dernière Stanislas Pyjas, membre connu du Comité de défense des ouvriers (KOR), a été retrouvé mort au bas de son escalier. Les circonstances de cette mort ont paru suffisamment suspectes aux contestataires polonais pour qu'ils soupçonnent l'intervention plus ou moins occulte de la police. (Voir à ce sujet l'interview de Kuron citée dans notre page d'extrême-gauche.)

Leurs doutes semblent partagés puisque ce sont près de 5.000 personnes qui ont tenu à participer dimanche 15 mai à une marche silencieuse à la mémoire de Pyjas. Pour empêcher les con-

testataires connus de participer à ce rassemblement, le gouvernement polonais a arrêté samedi 14 Kuron, Michnik, Macierewicz et Naimski, tous quatre membres du Comité de défense des ouvriers. Ils étaient encore, avec d'autres arrêtés le même jour, maintenus en état d'arrestation passé le délai de deux jours de garde à vue, et encouraient de 5 mois à 5 ans de prison.

Mais le gouvernement polonais ne semble pas s'arrêter là en matière de répression. Deux autres contestataires qui revenaient de Cracovie après avoir réussi à prendre part à la manifestation du dimanche, Vernon Onyszkiewicz

et Lasarski, ont été poussés par un camion hors de la chaussée. Ils seraient depuis lors à l'hôpital de Radom dans un état grave.

Les arrestations arbitraires et le second accident grossièrement maquillé ne peuvent qu'accréditer les soupçons formés après la chute prétendument accidentelle, elle aussi, de Pyjas.

Il y a peu, le gouvernement polonais se flattait d'avoir une relative mansuétude vis-à-vis de ses contestataires. Il semble bien qu'il soit vite revenu aux méthodes les plus grossières du gangstérisme stalinien.

Stéphane LAROCHE.

Conférence de Maputo

L'impérialisme fait la part du feu



Vienne : l'arrivée de Vorster (au centre). Acceptera-t-il de lâcher Smith ? (Ph. UPI)

Les Etats-Unis comme la Grande-Bretagne participent à la conférence internationale des Nations unies pour le soutien des peuples du Zimbabwe (Rhodésie) et de la Namibie, à Maputo, capitale du Mozambique. En Rhodésie, quatre millions de Noirs vivent sous la botte de 200 000 Blancs, et en Namibie, se déroule une guerre d'indépendance contre la tutelle de l'Afrique du Sud. Au même moment à Vienne Walter Mondale, le vice-président américain, rencontre Vorster, le Premier ministre d'Afrique du Sud.

Cette relance de l'activité di-

plomatique en Afrique australe est de toute évidence le fait du gouvernement américain, qui reprend ainsi la politique entamée par Kissinger avec Nixon.

Et de toute évidence, aussi, cette activité diplomatique a pour but de tenter de trouver un règlement à la situation actuelle, marquée par la révolte des Noirs d'Afrique du Sud et la poursuite des guerres d'indépendance en Rhodésie et en Namibie.

Les Etats-Unis ont fait depuis un certain temps déjà le choix d'essayer de désamorcer la situation, en favorisant la venue d'un gouvernement noir au pouvoir

en Rhodésie et en prenant position pour l'indépendance de la Namibie. Leur présence à Maputo confirme de façon spectaculaire ce choix. Mais ils choisissent en même temps d'appuyer le régime ségrégationniste d'Afrique du Sud.

Quel est donc le contenu des discussions Mondale-Vorster ? Amener ce dernier à accepter l'indépendance de la Namibie et le convaincre d'user de son influence sur Ian Smith pour lui faire admettre, à lui et à la minorité blanche de Rhodésie, d'accepter un gouvernement de la majorité noire, en contrepartie sans doute d'un engagement plus précis des USA en faveur du régime de Vorster. Cela signifie que, même si, pour la galerie, les USA demanderont à Vorster d'abandonner certains aspects de la ségrégation raciale, ils lui laissent pour l'instant carte blanche pour la politique dite de « développement séparé ».

Politique qui consiste à regrouper les Noirs dans des réserves, « les Bantoustans », à maintenir l'état ségrégationniste d'Afrique du Sud, l'inégalité raciale, l'exclusion de la majorité noire de la population des droits politiques élémentaires.

Autant dire que les masses noires d'Afrique australe n'ont rien de bon à attendre d'un règlement qui se ferait sous l'égide des puissances impérialistes, et donc rien de la conférence de Maputo.

Elections en Israël

La victoire électorale de la droite modifiera-t-elle la politique extérieure d'Israël ?

Les élections israéliennes ont été marquées par un net glissement à droite. Le Likoud, parti de droite qui se trouvait dans l'opposition, a progressé de quelques sièges.

Le Parti Travaille, au pouvoir depuis vingt-neuf ans, a perdu la majorité et toute chance de pouvoir constituer une coalition gouvernementale.

La chute du Parti Travaille, qui perd dix-neuf sièges (le Parlement en comprend 120), peut s'expliquer, bien sûr, par ce que l'on a continué d'appeler l'usure

économiquement que militairement à la merci d'Israël et des Etats arabes.

Bien sûr, nous ne pouvons pas savoir si ce sont bien là les intentions de l'impérialisme américain, ou s'il ne s'agit que de rumeurs sans fondement.

Mais il est certain que, si tel est bien l'opération que les USA envisagent, le résultat des élections israéliennes ne l'entravera pas.

Car l'arrivée de la droite au pouvoir ne signifie pas automatiquement un durcissement de



Menachem Begin sera-t-il contraint de mener la politique qu'il reprochait à ses adversaires ? (Ph. UPI)

Sahara Occidental

Le Maroc prêt à s'engager dans la sale guerre

Le gouvernement marocain a fait savoir le 13 mai dernier qu'il était prêt à attaquer Tindouf, ville algérienne de l'ouest, située à proximité du Maroc et du Sahara occidental, en riposte au raid de Zouérate et à la guérilla sahraoui.

Depuis deux ans que les Espagnols ont évacué leur ancienne colonie et que celle-ci, au lieu d'accéder à l'indépendance, a été partagée entre la Mauritanie et le Maroc, le territoire des Sahraouis est devenu un facteur de tension entre l'Algérie et le Royaume chérifien.

Il est difficile de faire la part entre les véritables menaces destinées à l'Algérie et les rodomontades marocaines adressées à sa propre opinion publique. Une

intervention du Maroc contre l'Algérie n'est cependant pas impossible. Depuis la récente expédition militaire marocaine au Zaïre, ce serait dans l'ordre des choses que cet Etat joue une nouvelle fois le rôle de mercenaire de l'impérialisme en Afrique. Contre l'Algérie cette fois, ne fût-ce que sous forme d'une intervention localisée à Tindouf.

Mais il est non moins évident qu'une intervention marocaine aux confins occidentaux de l'Algérie, contre Tindouf, ne changerait rien à l'actuelle situation au Sahara occidental. Cela ne pourrait pas faire accepter l'inacceptable au peuple sahraoui : le fait de voir annexés, écartelés entre le Maroc et la Mauritanie, son territoire, ses richesses, ses membres. Car ce n'est que dans la

propagande marocaine que les résistants du Polisario seraient des soldats algériens déguisés en combattants sahraouis.

Voici vingt ans, dans cette région d'Afrique, la France expliquait que les combattants du FLN algérien n'étaient rien d'autre que des Marocains ou Tunisiens infiltrés et qu'il fallait mettre un terme militaire à ces infiltrations. On sait quelle cuisante réponse le peuple algérien apporta aux mensonges officiels de l'Etat français.

Aujourd'hui, à une moindre échelle qu'il y a vingt ans, le Maroc a toutes les chances de connaître les mêmes déboires peu glorieux avec le Sahara occidental.

Pierre LAFFITTE

Dis-moi qui tu soutiens...

Le gouvernement vient d'interdire la tenue d'un meeting de soutien à la lutte du peuple sahraoui. Ce meeting était organisé par l'Association des amis de la République arabe sahraoui et soutenu par de nom-

breuses organisations de gauche et d'extrême-gauche.

Il s'agit du sixième meeting de soutien ainsi interdit par le gouvernement.

Cette décision est scan-

daleuse. Mais elle est dans la logique de la politique d'un gouvernement qui a toujours montré son soutien actif aux dictatures de Mauritanie et du Maroc, contre les peuples qu'elles oppriment.

du pouvoir, puisqu'il gouvernait depuis vingt-neuf ans. Cette usure a été accélérée par le mécontentement d'une population touchée elle aussi par la crise que connaît l'ensemble du monde capitaliste. L'inflation a atteint 40 % l'année dernière. Les impôts, très élevés en Israël, atteignent 41 % (60 % du budget est consacré à la Sécurité). Et les scandales financiers se sont multipliés ces trois dernières années.

Quelles peuvent être les conséquences de ces élections en ce qui concerne les relations d'Israël et des pays arabes ? Depuis quelques mois, plusieurs initiatives diplomatiques américaines au Moyen-Orient et des déclarations de Carter lui-même sur les Palestiniens semblent indiquer que les Etats-Unis se sont engagés dans de grandes manœuvres destinées à faire aboutir un règlement négocié entre Israël et les Etats arabes, qui comprendrait la reconnaissance d'un mini-Etat palestinien.

Ce ne serait d'ailleurs une solution ni pour l'établissement d'une paix durable dans cette région du monde — car ce n'est pas là le but des USA qui ont au contraire intérêt à entretenir des divisions sur lesquelles ils peuvent jouer — ni pour le peuple palestinien à qui il ne serait accordé qu'un Etat croupion, un « Bantoustan », qui serait tant

la politique extérieure d'Israël.

Cela pourrait être le contraire. D'abord parce que l'hypothèse des élections est maintenant levée et que, n'ayant plus à se présenter devant les électeurs avant quatre ans, les dirigeants politiques ont les mains plus libres. Ensuite parce que le Likoud, parti de droite, sera mieux à même que la gauche d'imposer aux « faucons » israéliens qui lui font confiance le règlement dont ils ne veulent pas.

Menachem Begin, le leader du Likoud, aimerait bien d'ailleurs partager avec les autres partis la responsabilité de ce qui apparaîtra fatalement pour certains comme un abandon. Dès l'annonce des résultats, il a aussitôt proposé la constitution d'un gouvernement d'union nationale. Mais les Travailleurs, qui comptent peut-être se refaire une virginité dans l'opposition, ont l'air pour l'instant du moins, de refuser la proposition de Begin.

Quant à la politique intérieure, même si elle subit quelques changements, ce sera dû à la situation économique, à la crise que l'on essaiera comme partout de faire payer à la population israélienne, plutôt qu'à un changement d'hommes qui, malgré leurs différentes couleurs politiques, sont liés aux mêmes intérêts de classe.

Louis GUIBERT

dossier LA PÊCHE ET LA CHASSE

LA CHASSE, LA PÊCHE ET LES RAPPORTS DE L'HOMME AVEC LA NATURE

Une industrie comme une autre

L'armurerie de chasse et de tir française emploie environ 3.000 salariés. Les sociétés sont en général petites (en moyenne : 50 salariés), et la plupart sont installées à Saint-Etienne.

Les syndicats stéphanois CGT et CFTD avancent que sur le marché français il a été vendu en un an 247.000 fusils, soit 125.000 provenant de l'étranger et 122.000 fabriqués en France. Sur la vente française, Manufacture en aurait fourni à elle seule 67.000 environ.

Les fabricants d'armes de chasse se plaignent de la régé-

mentation d'octobre 1975 obligeant tout acheteur d'un fusil de chasse à déclarer son identité et à signer un registre, et de l'examen de permis de chasse, qui limitent les ventes et « mettent en difficulté » l'armurerie française.

On estime que l'activité économique de la chasse « pesait » en 71-72 plus de 1,5 milliard de francs, en ne tenant compte que des dépenses directes.

Le chiffre d'affaires de l'industrie de la pêche à la ligne était en 1974 de 5,5 milliards de francs.



La chasse et la pêche en chiffres

● LA CHASSE

2.213.932 chasseurs détenteurs d'un permis.

Un chasseur pour 25 habitants ; 33.000 sociétés de chasse affiliées à une fédération départementale.

42,5 millions d'hectares de terrain de chasse, soit en moyenne un chasseur pour 0,28 km².

● LA PÊCHE

2.585.791 pêcheurs ayant acquitté la taxe piscicole ; mais en fait, en tenant compte des exonérés : 5 millions de pêcheurs. Un pêcheur pour 10 habitants ; 4.000 associations agréées de pêche et de pisciculture groupées en fédérations départementales.

400.000 km de rives, 250.000 hectares d'eau, soit en moyenne un pêcheur pour 70 mètres de berges et 500 m² de lac ou d'étang (prenant en moyenne 2 kg de poissons par saison).

Notre prochain dossier :

La presse féminine

● A l'origine, la chasse principalement et la pêche, constituaient quasiment l'essentiel de la vie des êtres humains. L'homme a été, pendant la période la plus longue de son développement, essentiellement chasseur. Cette période est bien sûr maintenant révolue. Mais est-ce pour cela que nous approchons d'une période où la chasse et la pêche ne seront plus pratiquées sous aucune forme, l'humanité les abandonnant totalement, comme elle a abandonné la taille des pierres comme moyen de création de ses outils ?

Si la question se pose, c'est bien parce que la chasse et la pêche n'ont pas, si elles l'ont jamais eu, le caractère d'une activité naturelle des humains. Mais elles sont des activités sociales. La chasse et la pêche ont justement été ces activités par lesquelles les ancêtres de l'homme ont pu acquérir les caractéristiques qui les ont séparés, et définitivement, des autres espèces animales. La première séparation, la première domination de l'homme sur la nature, c'est à travers la pêche et la chasse qu'elle s'est

effectuée. Les plus rudimentaires des expéditions contre les rennes du quaternaire n'étaient déjà plus des activités naturelles.

Dans la société de demain, débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme, et caractérisée à la fois par une domination consciente de l'homme sur la nature et de l'homme sur sa propre histoire, quelle place sera faite à la chasse et à la pêche ? Si nous raisonnions en idéalistes prêts à ne voir dans ces activités que la mise en œuvre d'instincts aussi naturels qu'éternels, ou si nous raisonnions en moralistes prêts à ne voir dans le progrès humain qu'une lente disparition des gestes de méchanceté, nous pourrions répondre oui absolument dans le premier cas, et non absolument dans le second. Ces deux sortes de réponses, à l'opposé l'une de l'autre, sont tout aussi erronées l'une que l'autre.

Car s'il est évident que les rapports de l'homme de l'avenir avec les autres espèces vivantes seront marqués par un profond respect de toutes les formes de vie,

il restera marqué aussi par les lois de la concurrence. Depuis son origine, l'Homo sapiens est entré en concurrence avec les autres espèces. Par sa seule existence, il entretient un certain déséquilibre permanent. Il serait stupide de croire que les humains pourront organiser leur avenir de façon totalement indépendante de celui des autres espèces vivantes. Cela signifiera peut-être — parallèlement aux soins apportés à entretenir certaines espèces — la nécessité de détruire des individus parmi les populations animales. Comment ? Ce sera une question à trancher pour les générations qui vivront sous le socialisme. Une expression bien connue présente le lion comme « le roi des animaux ». D'une certaine façon, c'est plutôt l'espèce humaine qui tient ce rôle. Dans une nature de plus en plus façonnée par l'œuvre humaine, ce privilège royal fera que la chasse et la pêche prendront sans doute de tout autres formes que celles prises aujourd'hui, mais qu'elles continueront à faire partie de l'ensemble, alors maîtrisé, des rapports de l'homme et de la nature.

LE GIBIER TUÉ EN UN AN

L'ONC vient de publier les conclusions d'un sondage fait auprès d'environ 60 000 chasseurs afin de déterminer les tableaux de chasse à tir pour la saison 1974-1975.

Sur les 28 000 chasseurs qui ont répondu à ce questionnaire 3 000 (soit presque 10 %) dé-

clarent n'avoir rien tué cette année-là ; dans certains départements, les « bredouilles » auraient atteint 17 et même 22 %. Le tableau de chasse total est de 74 850 000 pièces. Les grives, les lapins et les pigeons constituent plus de la moitié du tableau total. Les perdrix et les faisans, qui font

l'objet de nombreux lâchers, souvent même la veille ou le jour même de la chasse, entrent pour une part de 15 millions de pièces.

Cela fait en moyenne 12 grives, 3 perdrix, 6 lapins... tués cette saison-là par chaque chasseur.

DROIT DE CHASSE ET DROIT DE PÊCHE

Le gibier, le poisson qui vit en liberté dans la nature ne sont « la chose de personne ». Ils sont donc, sauf interdictions particulières, la propriété de celui qui les prend. Mais pour pouvoir s'adonner à leur sport, chasseurs et pêcheurs doivent payer diverses cotisations.

Le pêcheur doit, chaque année, payer une taxe piscicole qui s'ajoute à la cotisation de l'association locale agréée de pêche dont il fait obligatoirement partie. Ce taux varie entre 12 et 200 F, les pêcheurs de saumon devant payer au moins une taxe de 33 F plus un supplément de 170 F.

Pour les chasseurs, le permis de chasse n'est en réalité qu'un permis de port d'arme car il ne donne pas le droit de chasser où que ce soit. Il faut pour cela verser un droit

de chasse au propriétaire ou à l'association de chasse.

La cotisation annuelle du permis de chasse est pour la saison 77-78 de 121 F le per-

mis départemental et de 303 F pour le permis national. A cela il faut ajouter un complément de 21 F pour pouvoir chasser le gibier d'eau.

LE PERMIS DE CHASSER

Jusqu'en 1976, il suffisait pour obtenir un permis de chasse de payer en remplissant une simple démarche administrative.

Mais depuis, les nouveaux doivent auparavant avoir réussi un examen : le permis de chasser. En 1976, le pourcentage de reçus a été de 98,66 %. En 1977, il est tombé à 66 %. Sur 70 000 candidats, 46 000 nouveaux chasseurs auront cette année le droit de chasser.

Le but d'une telle épreuve est de chercher à limiter l'accroissement du nombre de chasseurs.

Les organisations de chasseurs sont hostiles à une telle limitation, bien qu'elles reconnaissent que cet examen a au moins le mérite de contrôler que ces aspirants chasseurs possèdent un minimum de connaissances sur la nature et en matière d'armes à feu, de législation de la chasse. Elles demandent que les modalités de cet examen soient sérieusement revues. En effet, il ne comporte aucune partie sur le terrain !

dossier

LA PÊCHE ET LA CHASSE

DE CRO-MAGNON AUX ESKIMOS

Les chasseurs de l'âge de pierre

Les premières apparitions des outils témoignant d'une activité de chasse datent d'il y a près de 800 000 ans. Mais ce n'est qu'à l'époque du paléolithique supérieur, c'est-à-dire environ 30 000 ans avant Jésus-Christ, que les « peuples chasseurs » ont atteint leur véritable développement. A cette époque l'espèce humaine, qui s'est lentement différenciée des primates, a atteint les caractéristiques physiologiques essentielles qui feront de l'homme le maître du règne animal.

La domestication du feu a marqué un progrès essentiel (il y a 800 000 ans). L'homme commence alors à façonner des

javelots de bois dont les pointes sont aiguisées et durcies au feu et il se sert d'outils très rudimentaires en quartz, néphrite et silex noir : éclats grossiers provenant de l'écrasement de deux pierres l'une contre l'autre. Le feu servait aussi à effrayer les animaux, à les pousser jusqu'à un endroit escarpé où il était plus facile de les abattre, dans des pièges et des fosses.

L'outillage s'est ensuite perfectionné : apparition du « biface » servant à extirper les racines, à dépecer le gibier et tailler le bois.

Au paléolithique supérieur, il y a moins de 30 000 ans, l'oc-

cupation du sol par l'homme était déjà considérable. Des groupes de chasseurs vivaient dans des abris sous roche et disposaient d'outils plus perfectionnés, en particulier le « propulseur », qui était un outil servant à augmenter la vitesse d'un projectile, ce qui supposait déjà une plus grande compréhension abstraite, puisque cet outil n'était pas utile directement mais servait d'intermédiaire.

Dans une grande partie de l'Europe, le stade ultime du paléolithique fut traversé par un phénomène de glaciation et dans ce climat rude la chasse du renne était l'activité princi-

Lascaux.

pale. Cet animal fournissait la viande, les peaux pour l'habillement et les tentes, les tendons pour le fil et la corde nécessaires à l'équipement de chasse, des os et des cornes pour les outils et les armes, les dents pour la parure. Le groupe de chasseurs s'associait étroitement à un troupeau de rennes.

L'armement des chasseurs était constitué de harpons ou de pointes faites d'éclats de pierre et aussi, vers la fin de cette époque, d'arcs et de flèches. Des formes d'art assez élaborées laissent une large place aux représentations animales, reflet de la préoccupation essentielle de ces peuples.

L'animal était vénéré. L'homme commençait à prendre conscience de sa supériorité sur l'animal et les fresques qu'il dessinait étaient la preuve que l'homme avait déjà la conscience des êtres qui l'entouraient.

Cette période traversée par l'humanité a été essentielle pour que l'homme s'affirme le maître du règne animal. D'abord utilisateur d'outils, l'homme est devenu fabricant d'outils. Grâce aux activités de chasse, grâce au langage qui commence à exister, l'homme va avoir une vie sociale plus riche que les autres animaux et l'activité de chasse a contribué à lui faire acquérir les gestes essentiels pour son évolution ultérieure.

La chasse, la pêche et l'organisation sociale des peuples préhistoriques



Reconstitution d'une scène de pêche telle qu'elle aurait pu avoir lieu, il y a douze mille ans en Afrique du Sud au bord de l'océan Indien.

Les groupes d'hommes vivant de la chasse, de la pêche et de la cueillette, étaient régis par des lois sociales complètement différentes de celles de nos jours.

L'étude des relations humaines de cette époque est difficile. Les hommes de l'époque ne connaissaient pas l'écriture et n'ont donc laissé aucune trace écrite concernant leur mode de vie et d'organisation. Les paléontologues ont pu recueillir beaucoup d'outils, d'objets, de constructions témoins de la vie de ces hommes. Mais à partir de ces éléments il est très difficile de déterminer les types d'organisation sociale correspondants.

La lutte pour la recherche de nourriture était la seule et unique préoccupation des hommes du paléolithique et cela nécessitait que tous participent à cette tâche, suivant une division du travail qui, selon toutes probabilités, laissait aux individus du sexe masculin la conduite directe des opérations menées contre les animaux (surtout pour la chasse, beaucoup moins pour la pêche), les individus du sexe féminin s'occupant de la garde du « campement » ou des enfants.

S'il y a là un début de division sociale du travail, elle ne

donne pas lieu à une quelconque division en classes. Avec les années (les siècles plutôt), cette situation se modifiera.

La propriété privée, telle que nous la connaissons actuellement, n'avait aucune raison d'exister. Les biens de chaque groupe social (outils, feu, abris, matériel divers) étaient sans doute d'usage commun et très certainement les produits de la chasse appartenaient à la collectivité et étaient répartis comme tels.

C'est seulement des millénaires plus tard que l'on verra apparaître ces deux fléaux de l'histoire de l'humanité que sont la propriété privée et l'Etat. Mais cela n'arrivera qu'après que l'humanité eut conquis d'autres modes de vie que la pêche, la chasse et la cueillette exclusives.

Durant une certaine période et dans certaines sociétés, l'agriculture naissante ne fut qu'une petite agriculture consistant surtout à creuser le sol proche des lieux d'habitation à l'aide de bâtons ou d'autres instruments maniés individuellement. Les femmes en auraient eu le contrôle, comme simple prolongation de leurs travaux domestiques. C'est dans de telles sociétés que l'on peut imaginer que le rôle de l'homme

(chasseur) diminue et celui de la femme (fournisseur de produits récoltés) augmente jusqu'à imposer un certain type de descendance, en ligne maternelle, et une certaine prééminence de son sexe. Parallèlement, la naissance et le développement de l'élevage ont dû s'opérer au bénéfice des hommes : de chasseurs, ils sont, presque « naturellement », devenus pasteurs. Ce mode de production agricole devenait prépondérant et créait les bases de l'apparition de la propriété privée et de la domination des hommes sur les femmes qui s'ensuivit. D'autre part, on peut envisager que la grande culture (réalisée avec des charues, même frustes et des animaux d'attelage) passa aussi sous le contrôle exclusif des hommes. Mais ce qui ressort quand même, c'est que la chasse et la pêche, en tant que telles, n'ont joué aucun rôle direct dans l'apparition des classes sociales.

Les progrès de l'humanité, accélérés après l'apparition de l'écriture, s'effectuèrent à travers des modes de production reléguant la pêche et la chasse au second plan. Et ce phénomène n'a fait que s'accroître au fil des siècles.

Les survivants de la préhistoire : les peuples chasseurs contemporains

Les peuples quasiment essentiellement chasseurs et pêcheurs ne sont plus qu'au nombre de trois. Ce sont les Pygmées de la forêt équatoriale, les Bochimans du désert de Kalahari en Afrique et les Eskimos du Grand Nord.

Les Pygmées vivent dans la profondeur de la forêt équatoriale africaine. Dans ce milieu, la nourriture est constituée de fruits, de racines, de champignons et de gibiers, rongeurs, singes, sangliers et aussi éléphants.



Alors que les femmes du clan s'occupent de récolter les plantes, les hommes partent en groupe à la chasse. Quand un troupeau d'éléphants est annoncé, les hommes du clan se réunissent et on consulte le sort pour savoir si la chasse sera heureuse. Quand l'éléphant est repéré, on l'attaque en le criblant de traits. Quand la bête est tuée, le clan se réunit tout entier autour de la dépouille et les différents morceaux sont répartis en réservant les mets de choix aux plus vieux et aux chasseurs émérites.

Les Bochimans du sud de l'Afrique vivent dans la steppe buis-

sonneuse. C'est le domaine des herbivores qui parcourent la steppe de point d'eau en point d'eau, en particulier ces petites antilopes bondissantes que l'on désigne sous le nom de « springboks ». Dans le sud, la végétation est plus rare et la steppe se transforme en désert par endroits.

Actuellement, par suite de la raréfaction du gibier, la nourriture se constitue aussi d'insectes séchés et écrasés. Le Bochimane doit supporter la faim, car la nourriture n'est pas garantie, sur-

tout à la fin de la saison sèche. L'Australie abrite aussi des ethnies bochimanes.

Les Eskimos vivent dans le nord du Groënland. Ils pratiquent la pêche au harpon. Les animaux pris sont le phoque, le morse et les Eskimos font aussi la chasse au renne.

Autrefois les Eskimos pratiquaient aussi la chasse à la baleine, avec des moyens très primitifs.

Pour survivre dans ce milieu hostile, les Eskimos se dispersent en petits groupes aussi peu nombreux que possible.

PECHE ET CHASSE DANS LA SOCIETE DE PROFIT

● La Révolution française et la chasse

Dès que la chasse ne fut plus l'élément essentiel de l'alimentation humaine (c'est-à-dire dès que l'agriculture et l'élevage se sont définitivement installés et ont entraîné l'appropriation des terres par certains), la chasse a été réservée au seul profit des classes possédantes.

En Europe et plus particulièrement en France, à la sortie du Moyen Age, la chasse fut l'apanage des seigneurs. Il existait alors de nombreuses réglementations royales ou seigneuriales qui interdisaient la chasse aux paysans, et le braconnage était sévèrement réprimé. Même si les animaux, qui proliféraient, détruisaient en partie les récoltes.

Manger de la viande était réservé aux nobles tandis que le paysan se contentait de bouillie de céréales et plus tard de pain. Les animaux domestiques étaient utilisés surtout comme bêtes de trait ou pour leur laine, mais plus rarement mangés. Les bouchers ne feront leur apparition qu'au XI^e siècle dans les villes et jusqu'au XX^e siècle seuls les bourgeois pourront acheter de la viande.

Pour les nobles, la chasse était aussi la seule occupation et ils la considéraient comme un entraînement à la guerre.

La Révolution française bouleversera radicalement un tel état de fait. Les paysans, brimés pendant des siècles, reconquirent un droit qui leur paraissait naturel, celui de pouvoir se procurer de la nourriture par la chasse. Cette chasse d'alors fut pratiquée le plus souvent sans armes — celles-ci étaient trop chères — mais avec des pièges et des collets.

Elle ne subit plus aucune réglementation : le paysan avait le droit à tout moment de tuer le gibier venant endommager ses cultures. La législation adoptée fut très large, permettant à tous ceux qui le désiraient d'être chasseurs. Le nombre des chasseurs en France augmenta surtout lorsque le prix des armes à feu diminua.

C'est une des raisons qui expliquent le nombre important des chasseurs en France — plus de 2 millions aujourd'hui.



Les petits propriétaires ont fourni, jusqu'à une époque récente, le gros des troupes des chasseurs.

● Les chasses privées contre la nature

Ce qu'en pense le maire d'une petite ville de Sologne :

« La majeure partie des chasseurs de la Sologne viennent du 16^e, à Paris.

En réalité le problème, c'est le problème foncier. Toutes les terres sont privées. Les communes ne possèdent rien. Ici, la commune ne possède pas un mètre-carré hors agglomération, pas un espace boisé ou naturel. Même les rivières sont propriétés privées.

C'est ce qui explique qu'il n'existe pas de société communale de chasse en Sologne, comme il en existe dans d'autres régions. Ici, on chasse uniquement par actions, ou alors c'est quelqu'un qui invite ses amis. Mais dans les deux cas, il faut avoir les moyens. Une action de chasse coûte environ 300 F par jour, avec un nombre de pièces limitées. Pour la saison, une ac-

tion pour un ou deux fusils revient à 300 000 ou 400 000 F.

De plus en plus, les terres cultivées sont rachetées par des industriels, des gros commerçants, des grandes sociétés comme Roussel-Uclaf, Bouygues. La terre agricole fait place à des terrains de chasse.

Cela a entraîné une dégradation de toute la région. Le gibier aime bien le taillis et les bois entretenus, notamment le faisan, qui ne vient pas en terre labourée. Cela incite les propriétaires à laisser pousser leurs bois n'importe comment. On ne fait plus les fossés, on n'entretient plus les forêts, et donc la Sologne est en train de se dégrader.

On retrouve la situation d'avant Napoléon III. Je connais des coins ici qui, il y a vingt ans, étaient parfaitement beaux et sains, et qui sont aujourd'hui de véritables marécages ».

La pêche et la chasse sont conditionnées par les structures de la société dans laquelle elles s'exercent. Prenons simplement l'exemple de la France.

La pêche et la chasse se pratiquent sur des territoires largement découpés en propriétés privées. Le temps de la chasse banale où elle pouvait s'exercer sans payer de redevance est désormais révolu devant l'afflux de chasseurs, qui est passé au cours du siècle de quelques centaines de milliers à deux millions et demi. Désormais le chasseur doit payer son droit de chasse. Et les relations entre chasseurs, pêcheurs et propriétaires ne vont pas toujours sans heurts car les inté-

rêts des uns ne concordent pas toujours avec ceux des autres.

Pêche et chasse subissent ainsi les lois de l'argent. Si la pêche reste une activité assez démocratique en raison du coût moyen du matériel et des cotisations à verser, la chasse est un sport qui devient de plus en plus cher et qui dans nombre de cas est réservée aux catégories sociales fortunées.

La pêche et la chasse n'ont plus pour justification première la recherche d'une nourriture vitale pour les besoins de l'humanité. Avec la naissance d'une société basée sur le profit, ces deux activités sont devenues aussi des sources de bénéfices.

Ceci sans même parler de

la pêche industrielle qui est une exploitation des richesses naturelles au même titre que l'exploitation forestière, l'extraction de minerais... et s'inscrit dans le cadre de l'industrie.

Certaines espèces animales ont payé un lourd tribut à la soif de profits de quelques-uns. L'extermination presque totale des bisons en est un exemple tristement célèbre.

Mais il y a aussi toutes les industries qui dépendent, vivent ou seulement profitent de la chasse ou de la pêche. Sans parler de tout ce qui se rattache à la fourrure, citons les fabriques d'armes, de cartouches, de matériel de pêche, les agences de voyages organisatrices de safaris.

● La chasse intensive : un crime envers les espèces animales L'exemple du bison

La destruction du bison s'est faite en deux phases. La première de 1730 à 1840 est limitée et reste justifiée par la transformation des terres vierges en cultures et la demande en cuir et en dépouille. Dans ce cas, il s'agissait d'une exploitation des troupeaux, limitant le nombre des individus dans les troupeaux. La seconde phase débuta aux environs de 1830, elle fut beaucoup plus meurtrière et aboutit à l'extermination totale de la race. Pour le Nord du pays, le but de cette extermination était de priver les Indiens Sioux de nourriture pour faciliter la lutte sans merci que menaient les Blancs contre eux. Souvent la destruc-

tion du bison fut organisée comme une partie de plaisir, ainsi en témoignent les prospectus des compagnies de chemin de fer qui promettaient aux voyageurs de pouvoir tirer les bisons par les fenêtres des wagons, sans quitter leur banquette ! Souvent, la langue, mets hautement apprécié, était prélevée, et le reste du cadavre était abandonné sur le lieu d'abattage. Pendant la saison de chasse 1872-1873, pas moins de 200.000 bêtes furent tuées dans le seul Etat du Kansas. Entre 1870 et 1875, 2,5 millions de bêtes furent abattues chaque année. Le célèbre « Buffalo Bill » (W.F. Cody), engagé pour nourrir les ouvriers d'un

chantier, en dix-huit mois, tua à lui seul 4.280 bisons.

L'espèce a presque disparu après 1880 ; ces animaux étaient devenus si rares que tous les récits datant de 1880 à 1885 racontent la chasse « du dernier bison ».

Les conséquences de cette extermination furent graves pour les Indiens qui vivaient en équilibre avec ces animaux, prélevant sur les troupeaux le contingent nécessaire à leurs besoins. Pendant l'hiver 1886-1887, ces tribus d'Indiens connurent une disette totale qui provoqua la mort de beaucoup d'entre eux.

● Le coût de la pêche et de la chasse

Un pêcheur :

A combien cela te revient-il ?

— Le permis de pêche coûte 65 F. Mais il faut ajouter certains suppléments si l'on veut pêcher dans une plus grande étendue. Pour 65 F, tu ne peux pas pêcher dans tous les étangs ou cours d'eau du département. Je ne trouve pas que ce soit tellement cher, car on peut pêcher avec un matériel restreint et bon marché. Mais les cannes à pêche à plus de 200 F ne sont pas rares sur le marché. Si tu ajoutes à cela 50 ou 60 F de moulinet, plus les fournitures diverses, effectivement cela revient cher.

Un chasseur de St-Nazaire :

« Pour chasser, qu'est-ce qu'il faut ?

— Chaque année je paye un droit de chasse à la société : 100 F. En plus il faut rajouter le prix du permis de chasse,

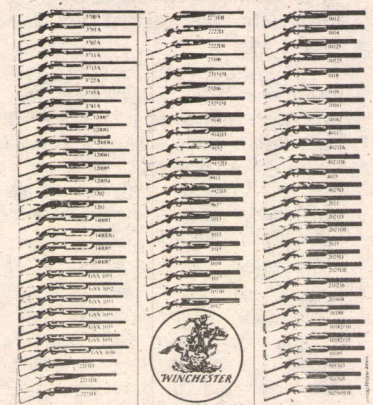
80 F s'il est départemental, 200 F s'il est national. En plus il faut compter l'assurance : 40 F ».

— En fait, pour un débutant, à combien cela revient-il ?

— Il faut plus de 2 000 F (fusil : 1 500 F ; cartouches : 200 F ; bottes : 70 F ; veste et pantalon : 250 F ; droit, permis, assurance : 250 F).

C'est une détente qui revient très cher. Bientôt il n'y aura plus que les riches qui pourront chasser.

Quand vous avez un fusil en tête, nous l'avons en collection



L'ESPADON VOILIER AU SENEGAL

dossier LA PÊCHE ET LA CHASSE

Des paysages bouleversés...

Dans les pays industrialisés, où l'agriculture est elle-même en grande partie industrialisée, le milieu naturel a été entièrement modifié par l'homme et à son profit, et jamais jusqu'à présent il n'a été tenu compte de la place que les hommes devaient laisser aux espèces sauvages. Et une telle situation n'est pas seulement le fait des chasseurs.

Il est courant de dire que la construction des routes et des autoroutes empêche les animaux de circuler sur de grands territoires et qu'un grand nombre de lapins ou même de cerfs sont tués par les voitures.

Mais il n'y a pas que cela. Au cours de ces trente dernières années en France, les paysages agricoles ont été entièrement bouleversés pour essayer de créer les conditions nécessaires à une agriculture moderne et mécanisée. Le remembrement a eu pour conséquences immédiates sur les animaux qu'ils n'avaient plus aucune place, aucun refuge dans ces campagnes où les champs s'étendent à perte de vue, où tous les bouquets d'arbres, les buissons, les bocages, les chemins creux ont été entièrement supprimés.

L'emploi de produits chimiques dans l'agriculture, surtout les pesticides, est souvent très dangereux. Celui des machines agricoles provoque également

la mort d'un certain nombre de petits animaux.

Mais ceux-ci meurent en grand nombre l'hiver, car ils ne trouvent plus aucune nourriture dans les champs. Les méthodes modernes de récolte laissent très peu de nourriture sur place. Ainsi on estime à 40 pour cent de la population les pertes hivernales des perdrix.

Paradoxalement, les terres laissées en friche voient également disparaître les petits animaux des plaines car, là non plus, ils ne trouvent pas assez de nourriture. L'essentiel de celle-ci étant fournie par les champs cultivés.

Par contre, l'agriculture a favorisé la prolifération de certaines espèces : des étourneaux et des corneilles.

Pour les grands animaux qui vivent dans les forêts tels les cerfs et les chevreuils, qui se nourrissent de feuilles, ils trouvent eux aussi de moins en moins de nourriture. Car le reboisement des forêts se fait presque exclusivement avec des résineux. Et cela pour le plus grand profit des industriels du bois.

On voit que le milieu naturel n'est guère favorable aux animaux. La mise en valeur des terres et le développement d'une agriculture moderne sont indispensables, mais elles se sont faites d'une manière anarchique et pour les seuls intérêts immédiats des industriels et des gros fermiers.

...aux rivières polluées

Pendant des décennies, les étangs et les rivières ont été considérés comme les égouts naturels des villes puis des industries qui, la plupart du temps, y déversent impunément leurs déchets.

Si depuis quelque temps les gouvernements se préoccupent un peu plus de la pollution, c'est que la situation est devenue catastrophique et que les étangs et les rivières tendent à devenir des égouts où toute forme de vie devient impossible.

Les quatre millions de pêcheurs en France prélèvent déjà 50 % chaque année sur la population des poissons. A cela s'ajoute la pollution des rivières, qui bien souvent détruit les conditions nécessaires à la survie des poissons.

Pollution d'abord à cause de tout ce qui y est jeté.

Pollution organique ensuite : la décomposition des déchets organiques utilise l'oxygène dissous dans l'eau, qui alors peut manquer aux poissons. Une tel-

le pollution peut être d'origine urbaine — déversement des égouts. Elle peut être d'origine rurale : l'eau de ruissellement entraîne vers les rivières les engrais et les pesticides répandus dans les champs.

Si les pesticides sont très dangereux pour la faune, par contre les engrais à petites doses peuvent favoriser le développement de la végétation sous-marine et ainsi du poisson. Par contre, à haute dose, les algues se développent trop et empêchent la lumière de pénétrer dans les étangs, d'où asphyxie de la faune.

La pollution industrielle enfin est la plus spectaculaire, car elle a pour résultat de détruire en quelques instants des centaines voire des milliers de tonnes de poissons.

Et cela arrive de plus en plus fréquemment. Mais les Pêcheurs et Uguine Kulmann préfèrent payer des amendes (lorsqu'ils sont condamnés !) plutôt que de trouver une solution pour éliminer leurs déchets d'une autre manière.

pour ou contre

Depuis quelques années, certaines campagnes anti-chasse ont été menées. Sous le mot d'ordre « Chasse = tuerie », ces opposants à la chasse réclament la suppression totale de celle-ci. Une bonne partie de leurs arguments se veulent écologiques. De la même façon que les industriels sont accusés de détruire la nature, les chasseurs sont accusés de détruire la faune. L'examen des arguments de ces mouvements montre que leurs idées sont un peu sommaires.

Tout comme sont sommaires — et c'est le moins qu'on puisse dire — les répliques que les fanatiques de la chasse leur opposent.

Bien sûr, ce débat prend des formes très marquées parce que la situation actuelle de la chasse en France, comme celle de la pêche, est aberrante. Pour diverses raisons, le gibier et le poisson sont de moins en moins abondants. Cela s'explique par les méthodes actuelles de culture, par l'emploi des pesticides, par la multiplication des routes, par la

pollution industrielle et enfin par l'augmentation du nombre de chasseurs.

Ce qui fait que pêcheurs et chasseurs sont obligés de reconstituer artificiellement les populations qu'ils vont poursuivre. Une très grosse partie du gibier tué et des poissons pêchés sont des animaux d'élevage. Pour cela, une grosse part des versements financiers des pêcheurs et des chasseurs est réservée à ces opérations qui aboutissent par exemple à des lâchers de gibier la veille ou le matin des jours d'ouverture de la chasse. D'où, parfois, le spectacle cocasse de sangliers venant manger dans la main des chasseurs !

Ces méthodes montrent à quel point la chasse et la pêche sont devenues « non naturelles ». Mais ce n'est pas une raison, et les protecteurs de la nature eux-mêmes le reconnaissent, pour interdire totalement la pêche et la chasse, qui ont leur rôle à jouer dans la recherche d'un équilibre entre les diverses espèces vivantes.

Les arguments anti-chasse...

Extrait d'un article paru dans Le Sauvage, mensuel consacré aux problèmes de l'écologie et lancé par Le Nouvel Observateur :

« La place disponible pour chacun est plus que réduite, surtout au sud de la Loire, où l'on compte la plus grande concentration de chasseurs. En Gironde par exemple, 90.000 chasseurs se partagent le département : 15 ha pour chacun ; dans les Bouches-du-Rhône. Pour mieux faire parler ces chiffres, cela signifie que chaque chasseur de ces départements n'a qu'un carré de 400 mètres de côté pour faire parler la poudre. Un chasseur tous les 400 m ! »

Pas étonnant si ces chasseurs, qu'il faut bien caser quelque part, font peu de cas de la propriété d'autrui. Le sacrosaint droit de propriété, en principe inviolable, défendu par d'innombrables textes de loi, chéri par la législation qui protège le côté petit épargnant français, est bafoué. Il n'existe plus quand on parle de chasse. »

Les écologistes devenus défenseurs de la propriété privée ?

...et ceux des inconditionnels du fusil

Extrait de la revue Défense de la chasse :

« Et puis, comment oublier que la demande de gibier est croissante dans notre pays de grande tradition gastronomique, qu'il faudrait donc importer davantage et que la balance commerciale n'a nul besoin que l'on s'ingénie à la déséquilibrer ! (...) »



CHASSEURS - ASSASSINS !

400 milliards de centimes, tel est le « poids » de la chasse dans l'économie française.

Supprimer la chasse serait rompre un équilibre vital et livrer la France aux troubles sociaux.

Supprimer la chasse serait l'abandon de tout espoir de

sauver la nature, la faune et l'avifaune sauvage.

Supprimer la chasse relèverait de l'aberration mentale et serait la violation flagrante des plus légitimes des droits de l'homme à la liberté. »

S'il s'agit de sauver le pays des « troubles sociaux », c'est donc une noble cause !

la pêche et la chasse?

Qu'est-ce qui
fait courir
les chasseurs ?

Dans la société essentiellement urbaine où nous vivons, la pratique de la chasse comme de la pêche recouvre bien souvent une simple aspiration à se rapprocher de la nature et du monde animal. Dérivatif apaisant à un mode et un rythme de vie contraignants, la pêche l'est certainement pour les centaines de milliers de travailleurs qui, chaque année, dans la voiture des vacances, veillent à emporter leur matériel.

Mais si, pour les paysans, la chasse fait souvent traditionnellement partie du mode de vie, pour nombre de citadins, en revanche, elle révèle souvent le besoin de s'affirmer, en dehors du travail où la hiérarchie générale ne le permet pas, au travers du fusil de chasse (comme c'est le cas aussi au moyen de la voiture, par exemple). Se servir d'une arme à feu représente un exutoire aux tensions créées par une vie sociale qui est source permanente de frustrations, la compensation de se sentir quelquefois puissant, quand on est écrasé la plupart du temps.

Ce ne sont donc pas toujours les motifs les plus nobles qui poussent les chasseurs. Ceci dit, il n'en reste pas moins qu'à la base de l'attrait exercé par ces activités sur l'être humain, on trouve le goût de l'effort sur soi, de la maîtrise de son corps, de ses réflexes, de son endurance, le goût du risque aussi. En compétition avec l'animal, l'homme mesure ses limites et apprend à les dépasser.

Ce sont là des qualités qui sont un acquis et une source de progrès pour l'humanité. Il ne faudrait pas les négliger lorsque l'on fait, parfois un peu sommairement, le procès du chasseur.

Pêcheurs, chasseurs et protecteurs de la nature

Le point de vue de Philippe Lebreton, ornithologue, professeur de biologie à l'Université de Lyon, responsable de la FRAPNA (Fédération Rhône-Alpes de Protection de la Nature) — et qui était, par ailleurs, tête d'une liste Lyon-écologie aux municipales.

« Partons du cas des Dombes, pays des étangs et des oiseaux. Pour faire respecter la faune, très riche, de cette région, y a-t-il eu des difficultés avec les chasseurs ?

— Il y a quelques années, il y avait une opposition totale entre l'ensemble des chasseurs et les non-chasseurs, dont les naturalistes. Mais le clan des chasseurs s'est scindé en deux. Ne sont restés comme fanatiques de la chasse sans restrictions et sans devoirs qu'une partie des chasseurs. Ce sont en général des non-agriculteurs : artisans, commerçants, membres de professions libérales. Ils s'appuient sur une tolérance locale ancienne, autorisant la chasse aux canards, pour les non-propriétaires, à partir des chemins qui séparent les étangs. Cette tolérance, à son origine, voulait laisser une compensation aux petites gens de la campagne. Maintenant, el-

le sert d'argument à ceux qui viennent là en voiture pour « faire » leur kilo de canard. Il faudrait revoir ces conditions.

● Et du côté des gros propriétaires ?

— Ils ont consenti à réduire leurs chasses. Mais le gros problème est que, le droit de chasser étant lié à la propriété privée, l'administration départementale ne peut pas édicter une règle valable pour toutes les communes. Nous autres, protecteurs de la nature, devons donc rechercher des accords cas par cas.

● Quels sont les obstacles ?

— Ils viennent souvent des « non-dombistes ». Par exemple des chasseurs qui sont les riches Lyonnais. Mais il y a deux cas. Soit ils sont propriétaires de terrain, et c'est leur intérêt d'y maintenir une certaine population animale. Soit ils ne le sont pas : ils débarquent pour utiliser le droit acquis en achetant des actions de chasse. Leur mentalité, c'est de dire : « Je ne sais pas si j'aurai une part de chasse de nouveau l'an prochain. Alors, profitons-en cette année. »

● Et en ce qui concerne la pêche ?

— Le problème se complique ici car les régimes de propriété peuvent être très différents. Mais le gros problème est de

lutter contre la tendance à assécher tous les marais pour les mettre en culture. La pisciculture — ici l'élevage de poisson pour la vente de repeuplement — se maintient. Mais à cause des prix de vente assez bas, elle est beaucoup moins rentable que la culture des céréales. Ce sont donc seulement les gros propriétaires, très à l'aise économiquement, qui peuvent se permettre de laisser leurs étangs en eau pour cette pisciculture. La pêche n'est ici qu'un sous-produit de la chasse, car les revenus de la chasse sont importants pour les propriétaires. Si demain la chasse est interdite en France, les Dombes sont finies comme espace naturel.

● Comment concevez-vous la protection des espèces vivantes ?

— Ce qui est en cause, ce n'est pas la mort de un ou de plusieurs individus, c'est le problème de l'espèce. Et cette idée-là commence de plus en plus à être reprise par les chasseurs eux-mêmes. Ce qui compte, c'est la protection des milieux. Il y a donc toute une politique à définir : création de réserves, gestion du cheptel sauvage. Et cela en accord avec les chasseurs. Au moment où

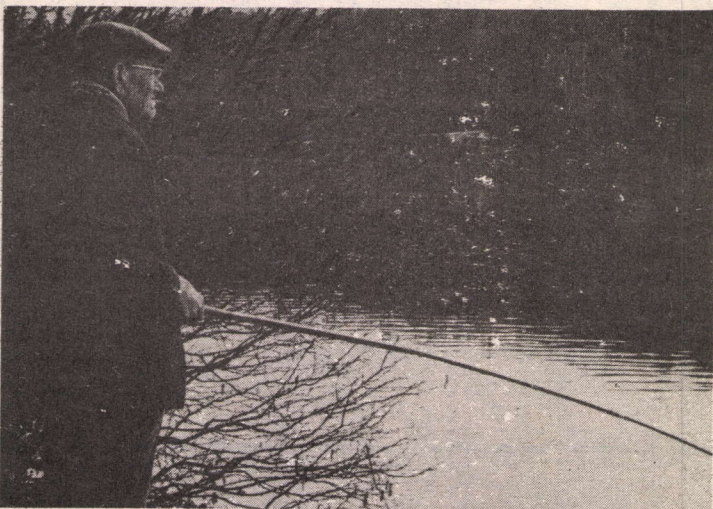
on arrive à faire évoluer les choses, les militants du ROC (Rassemblement des Opposants à la Chasse) deviennent nos propres extrémistes. Et ils créent des réflexes d'hostilité chez les chasseurs. Cela ne contribue pas à faire évoluer la situation.

● Croyez-vous qu'il soit possible de réintroduire des prédateurs naturels, comme le loup, que les chasseurs ont remplacé, d'une certaine façon ?

— Une expérience, avec le lynx, a été faite en Suisse. Je crois que les sylviculteurs étaient contents. En effet la présence de ces prédateurs sert non seulement à éliminer les animaux les moins résistants, mais, par leur menace, elle disperse les groupes, de chevreuils par exemple, ce qui fait que leurs dégâts sur les jeunes arbres sont moindres.

● Comment voyez-vous l'avenir ?

— L'instinct de poursuivre est sans doute dans toutes les espèces. Je ne crois pas qu'on puisse l'interdire. Mais il ne faudrait plus qu'il y ait des intérêts qui poussent à exprimer une puissance et une agressivité. La chasse devra devenir une autre manière de comprendre la nature.



Ces chasseurs-là respectent les règles de sécurité : leur fusil est « cassé » pendant la marche.



Une réserve naturelle : nature protégée pour le bénéfice de tous.

Quel avenir ?

La pêche et la chasse sont des activités qui s'exercent dans un cadre social et même économique bien déterminé. Si la pêche industrielle, par exemple, a pu aboutir à l'épuisement quasi total de certaines zones poissonneuses, c'est bien à cause des impératifs du profit. Si la chasse individuelle, dans un pays comme la France, aboutit à des séances de chasse, les jours d'ouverture en particulier, qui tournent plutôt au carnage, c'est dû en partie à l'absence d'une politique de loisirs variés et enrichissants et à la recherche d'une compensation au mode de vie passif dominant pour les populations des grandes villes.

Comment les bouleversements dans le mode de vie que permettra le socialisme se traduiront-ils en ce qui concerne la pêche et la chasse ?

En ce qui concerne l'aspect alimentaire de ces deux activi-

tés, il semble établi que l'humanité de demain pourra se nourrir tout entière convenablement, sans effectuer nécessairement les prélèvements opérés actuellement sur le genre animal. L'utilisation des protéines d'origine végétale pourra largement remplacer l'usage de la viande. Et il n'est pas impossible que l'industrie chimique puisse apporter des viandes de synthèse aux caractéristiques proches de la viande naturelle. C'est seulement lorsque l'humanité aura le choix entre diverses sources d'alimentation qu'elle pourra se poser réellement la question de savoir si elle abandonne la pêche industrielle, ou l'élevage des animaux, et jusqu'à quel point. La société future pourra donc laisser à ses membres la responsabilité réelle des décisions, et ces choix pourront être divers suivant les régions, les époques... et les individus.

En ce qui concerne l'aspect

« loisir » de la pêche et de la chasse, qu'en sera-t-il ? La société de demain offrira, dans ce domaine, une très grande richesse. En particulier, l'éducation de chacun en ce qui concerne la nature sera bien plus large. Et la question de savoir quelle liberté les hommes et les femmes auront d'aller se détendre... ou s'affirmer avec une canne à pêche ou un fusil sera là aussi une question d'éducation. Mais, très probablement, l'humanité vivra plus au contact de la nature et, la connaissant mieux, sera d'ailleurs plus à même de l'apprécier.

Au total, l'humanité aura les moyens d'exercer ses responsabilités « d'espèce dominante ».

Ce qui n'exclut pas, éventuellement, les plaisirs que l'homme peut trouver dans l'exercice de la chasse et de la pêche, le goût de l'effort et de la maîtrise de soi en particulier, comme celui du risque.

DANS LA PRESSE D'EXTREME-GAUCHE :

LU AVEC INTERET

quotidien communiste révolutionnaire

rouge

UNE INTERVIEW DE JACEK KURON

**NOTRE CAMARADE
ALFONSO PERALTA
SAUVAGEMENT
ASSASSINE SUR LE
CAMPUS DE
L'UNIVERSITE
DE MEXICO**

Rouge du 16-5 publie une interview du contestataire polonais Jacek Kuron, fondateur du Comité de défense des ouvriers, créé en riposte à la répression des grèves de juin dernier. En voici des extraits :

« Le Comité de défense des ouvriers vient de dénoncer les attaques contre ses membres et sympathisants, en particulier, la mort « mystérieuse » de Pyjas, les licenciements... »

— D'une façon très claire, ces derniers temps, il y a eu une intensification des violations des lois par le pouvoir, en riposte à l'opposition. Un exemple particulièrement dramatique est celui de la mort

« Notre camarade Alfonso Peralta — Alejandro dans l'organisation —, membre du bureau politique du Parti Révolutionnaire des Travailleurs, section mexicaine de la IV^e Internationale, membre du comité exécutif de la IV^e Internationale, a été sauvagement assassiné sur le campus de l'université de Mexico. Les trois individus qui déchargèrent leurs revolvers sur lui laissèrent près de son corps un tract où l'on pouvait lire : « Voilà le trai-

tement que nous infligerons dorénavant aux trotskystes... ». Cet assassinat, revendiqué par une organisation mao-stalinienne en plein dégénérescence, a suscité une riposte unitaire immédiate du mouvement ouvrier mexicain. Un comité unitaire s'est créé regroupant l'entière du BP du Parti Communiste Mexicain, du PRT, la direction du syndicat des enseignants et d'autres organisations de masse. »

tement que nous infligerons dorénavant aux trotskystes... ». Cet assassinat, revendiqué par une organisation mao-stalinienne en plein dégénérescence, a suscité une riposte unitaire immédiate du mouvement ouvrier mexicain. Un comité unitaire s'est créé regroupant l'entière du BP du Parti Communiste Mexicain, du PRT, la direction du syndicat des enseignants et d'autres organisations de masse. »

— Quelles sont les perspectives du Comité, quel est son audience dans la société ? (...)

— Le Comité est soutenu comme ne l'est aucune autre institution en Pologne, sauf l'Eglise. Nous avons par exemple distribué à ce jour près de 3 millions de zlotys (environ 3.000 mois de salaire moyen). La plus grande partie de cet argent vient de dizaines de milliers de personnes du pays. Il y a les pétitions, près de 3.000 signatures, dont la lettre de 1.100 ouvriers d'Ursus pour réclamer la réintégration des licenciés. Enfin, et cela est l'essentiel, c'est l'échec complet de la campagne de pétitions contre le Comité que les autorités ont lancée en décembre auprès des ouvriers.

En ce qui concerne les buts du Comité, le premier était la libération des emprisonnés. On ne peut pas dire que cette exigence ait encore été satisfaite. Il y a encore cinq ouvriers emprisonnés, les autres ont eu une suspension de peine. Ceux-ci ne peuvent encore obtenir de réparation et beaucoup sont encore à la merci de la police. »

Libération

LA REPRESSION EN UKRAINE

Libération du 17 mai 1977 publie un mémorandum rédigé par le « Groupe social ukrainien pour le respect des accords d'Helsinki », dans lequel figure, entre autres, l'ex-général Piotr Grigorenko :

« Dans les années soixante, l'Ukraine a connu un nouveau malheur : on a commencé à jeter dans les prisons et les camps les représentants les plus doués de la jeune intelligentsia ukrainienne. (...) »

Levko Loukyanenko, que les idées de l'indépendance nationale avaient séduit, fut condamné à la peine capitale, commuée par la suite en quinze ans de détention.

Parmi les représentants de la jeune intelligentsia, arrêtés dans les années 1960 et 1970, personne n'a appelé au renversement du pouvoir soviétique. La majorité de ces jeunes gens n'imaginaient même pas cette possibilité, pourtant parfaitement constitutionnelle, d'une sépara-

tion de l'Ukraine et de la Russie. La question soulevée était seulement que, sous le couvert de l'« internationalisme », la russification allait trop loin. (...) »

En 1972, en Ukraine, ont commencé des arrestations en masse. Des dizaines de jeunes gens, sympathisant avec I. Dziouba, dont le livre Internationalisme ou russification, a été popularisé dans le Samizdat, ont été arrêtés.

Le candidat en sciences philosophiques Vassil Lissovy n'avait jamais exprimé tout haut ses sympathies pour les « shestidesyatniki » (ceux de soixante) ; il était absorbé entièrement par ses travaux scientifiques. Mais lorsque Lissovy apprit l'arrestation d'I. Dziouba, I. Sviltitchny, E. Sverstiouk, V. Stouss, A. Serguïenko et d'autres, il adressa une lettre à la direction du parti et au gouvernement : « Si ces gens sont des criminels, alors je suis aussi un criminel, parce que je partage leurs opinions : il en découle

qu'il y a lieu de m'arrêter aussi et de me juger avec eux. »

La « requête » de Lissovy fut satisfaite, il fut condamné à sept ans de détention et trois ans d'exil.

Le schéma selon lequel le KGB agit pour transformer en « crime grave contre l'Etat » le nationalisme des nations opprimées est bien illustré par le cas de V. Martchenko, philologue et linguiste, que la sentence du tribunal qualifie ainsi : « Sous l'influence de sentiments nationalistes que lui avait inspirés la lecture de littérature antisoviétique illégale et l'écoute des émissions hostiles de stations radiophoniques occidentales, et d'une perception erronée de certaines questions touchant à la politique nationale de l'Etat soviétique, de la fin de 1965 jusqu'en 1973, dans le but de porter atteinte au pouvoir soviétique et de l'affaiblir ». V. Martchenko a été condamné à six ans de privation de liberté dans les camps à régime sévère et à deux ans d'exil. »



**le pouvoir
aux
travailleurs**
mensuel trotskyste
UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

LA POLITIQUE DU PRPE EN ETHIOPIE

Après avoir dénoncé la répression dont étaient victimes les étudiants d'Addis Abeba et la dictature du DERG sur toutes les classes de la société éthiopienne, Le Pouvoir aux travailleurs analyse ce qu'est le PRPE, principal mouvement d'opposition au DERG qui se proclame de gauche.

« Le PRPE est issu du même courant maoïsant, oppositionnel au temps de Haïlé Sélassié, dont une autre branche a abouti à la création du MSPE (Mouvement Socialiste Pan-Ethiopien). Le MSPE, lui, a choisi dès février 1974, de soutenir ouvertement le régime militaire ou ce que le MSPE appelle l'aile gauche de ce gouvernement. Aujourd'hui donc, au nom de sa façon de concevoir la « révolution éthiopienne », le MSPE cautionne ouvertement la dictature sanglante des militaires. Par la même occasion les membres de cette organisation participent à la chasse contre les militants du PRPE, leurs anciens camarades d'il y a trois ans encore. »

Le PRPE, lui, a non seulement engagé une lutte violente armée, contre le DERG, mais il le fait en se réclamant du marxisme, du léninisme en parlant de dictature du prolétariat, et en invoquant parfois la classe ouvrière. Mais il prône en même

temps la constitution d'un « front uni de toutes les couches opprimées et anti-impérialistes ». En fait cela veut dire concrètement : noyer le prolétariat éthiopien dans les autres classes sociales qui lui sont fondamentalement opposées, c'est-à-dire la petite bourgeoisie et la bourgeoisie nationale.

Par ailleurs, tout en invoquant le prolétariat, le PRPE ne cherche nullement à éduquer la classe ouvrière éthiopienne dans ses tâches, à la rendre consciente, à l'organiser afin qu'elle soit capable de s'émanciper elle-même. Non. Tels des sauveurs, les militants du PRPE veulent libérer le prolétariat et les exploités en substituant l'action terroriste à l'action consciente des masses.

C'est ainsi qu'il se livre à des actes individuels dirigés contre les membres du MSPE, ou des chefs de Kebeles (Comités de Quartiers élus plus ou moins démocratiquement sous la direction des militaires) ne remplaçant en aucune façon l'action consciente des masses. En particulier lors de la mort de Fekré Mérid, un des dirigeants du MSPE en octobre 1976, le PRPE déclare dans son bulletin d'information « Abyot » : « l'exécution de Fekré Mérid est une action révolutionnaire, c'est un acte de justice des forces révolutionnaires ».

Mais le PRPE ne peut pas faire la révolution prolétarienne à la place de la classe ouvrière éthiopienne. Ce prolétariat, bien que faible numériquement a montré ces dernières années, par des grèves et des manifestations, qu'il représente une force révolutionnaire. La tâche des révolutionnaires prolétariens serait de l'organiser sur la base d'une politique de classe. Ce n'est nullement la préoccupation du PRPE.

Le fait que le PRPE ait engagé la lutte militaire contre le régime ne lui donne nullement un caractère prolétarien. Oh, sans aucun doute, le pouvoir des militaires ne peut être renversé que par la violence. Mais la violence du PRPE n'est pas l'expression d'un prolétariat mobilisé et conscient. Elle se mène au nom du nationalisme, c'est-à-dire d'un programme bourgeois.

Dans ces conditions, l'appareil militaire que le PRPE est en train de construire pour renverser le régime en place, l'ARPE (Armée Révolutionnaire du Peuple Ethiope), appareil incontrôlé et incontrôlable, sera un appareil destiné à encadrer, à contrôler la population travailleuse. Il ne diffèrera pas fondamentalement, spécialement de l'appareil d'Etat en place, contrôlé par les militaires. »

LUTTE OUVRIERE



● Barre avait annoncé avec son deuxième plan qu'il allait s'occuper de l'emploi des jeunes. Le gouvernement doit même, paraît-il, assurer une permanence pendant les vacances pour surveiller de près cette question. René Monory, le ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, a précisé le 12 mai dernier, devant la Commission de la productivité et des échanges de l'Assemblée nationale, comment les hommes du pouvoir entendaient créer 300.000 emplois.

La majeure partie de ces trois cents mille emplois seront créés d'ici quelques mois... en mettant à la porte 200.000 travailleurs immigrés. On ne peut être plus cynique.

Les autres mesures sont des cadeaux censés inciter les patrons à embaucher. Les exonérations de charges sociales pendant douze mois, offertes aux pa-

trons qui embaucheront des jeunes, s'accompagneront « d'une levée des contraintes en matière de licenciement », afin de donner aux entreprises « toute souplesse nécessaire pour adapter leur attitude aux circonstances ». Les jeunes embauchés seront considérés comme « stagiaires ». Ainsi, dans cette période où elles sont plus que jamais nécessaires, l'Etat supprime aux jeunes les quelques protections reconnues par les conventions collectives, autorisant ainsi les patrons à licencier selon leur bon plaisir sans qu'il leur en coûte un sou.

Monory a également déclaré qu'il était favorable à l'abaissement de l'âge légal de l'entrée en apprentissage et à la suppression des commissions chargées de donner l'autorisation de contrats de préapprentissage aux jeunes qui atteignent 14 ans. Cela revient à admettre la fin de la

LE PLAN BARRE BIS :

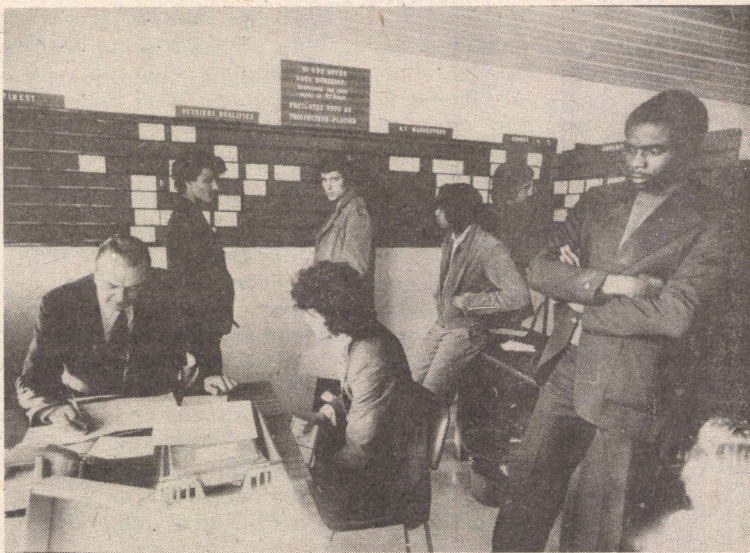
Pas d'emplois nouveaux pour les jeunes, mais des droits nouveaux pour les patrons

scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans et à permettre aux patrons de faire travailler les jeunes, sinon gratuitement, du moins à très bas prix.

C'est donc tout un programme, non pas pour créer des emplois, mais pour profiter du chômage afin d'imposer aux travailleurs, et particulièrement aux jeunes et aux émigrés, le poids de la crise. C'est une nouvelle occasion pour distribuer aux patrons la manne gouvernementale — probablement aux frais de la Sécurité sociale, et en tout cas des contribuables — sous forme d'exonération des charges sociales.

Le plan Barre bis ne s'occupe pas de l'emploi des jeunes, mais bien de leur mise à la disposition de leurs exploiters aux meilleures conditions.

Louis GUILBERT



A l'ANPE de Nanterre, des jeunes qui ne doivent pas compter sur Barre pour être embauchés.

BANQUES :

Le mécanisme d'un racket

Après bien des études et des hésitations, les banquiers se sont peu à peu et de plus en plus résolument décidés à faire prendre en charge par leurs clients une partie des frais de fonctionnement des banques. C'est ainsi qu'ils ont introduit et développé la taxation des services. Ce qui était gratuit jusque-là est devenu payant du jour au lendemain.

Les banquiers ont pris prétexte de l'intense développement des banques dans les années 1960 et surtout 1970, conséquence des dispositions légales prises en leur faveur par les pouvoirs publics (contraignant par exemple les travailleurs dont le salaire dépassait un certain montant à ouvrir des comptes en banque), pour avancer l'argument que les « frais généraux » s'accroissaient

plus rapidement que les bénéfices.

Et après avoir institué cette taxation, les banquiers en viennent tout naturellement... à la réactualiser. C'est-à-dire qu'ils augmentent régulièrement les prix des services en question. Ainsi dernièrement, l'ensemble des tarifs a subi une hausse de 6,5 % : puisque Barre l'autorisait pour les tarifs publics, pourquoi s'en priver, ont pensé les banquiers ?

Ainsi, au Crédit Lyonnais, un refus de paiement pour insuffisance de provision est facturé 2.500 F, un ordre de virement permanent 3,52 F (multiplié par autant d'échéances à assurer !), l'envoi d'une lettre rappelant la position débitrice d'un compte 13,76 F (ce qui n'empêche évidemment pas la perception des

intérêts débiteurs en fin d'année !), etc.

Ainsi donc les travailleurs pris au piège sont obligés de payer le prix fort pour des « services » que les banques leur rendent avec... leur argent !

Et ce mouvement risque de ne pas s'arrêter en si bon chemin : l'idée de faire payer les carnets de chèques n'a pas été définitivement abandonnée.

Simplement, les banquiers cherchent le prétexte ou la bonne raison pour l'instituer à son tour.

Tout cela est d'autant plus scandaleux que la plupart de ces dispositions sont laissées à la discrétion des directions d'agences : bien évidemment, les gros clients bénéficient toujours de tarifs préférentiels... ou d'exonérations pures et simples !

Correspondant LO.

CRÉDIT LYONNAIS :

Un emprunt politique

Au Crédit Lyonnais, la direction se préoccupe tout spécialement d'assurer le succès de l'emprunt Barre.

Ainsi, dans une note de la direction de la Promotion commerciale et du Marketing, elle nous précise que, en accord avec les souhaits du ministère des Finances, l'emprunt Barre devrait être clos avant son lancement officiel, le 23 mai, ou au plus tard le jour même.

Bref, une façon comme une autre pour la direction de nous montrer qu'elle soutient Barre dans l'opération de prestige politique que celui-ci monte avec son emprunt « clos avant émission ».

Une façon comme une autre pour les banquiers de nous montrer qu'ils placent l'emprunt Barre comme ils appliquent le

plan du même nom : par conviction !

Correspondant LO.

UNE INVENTION QUI FERA DATE : LA GREVE MOBILE

La fédération CFDT de la métallurgie organise une consultation des travailleurs pendant le mois de mai. C'est qu'elle « veut aller plus loin ». Elle ne peut, dit-elle, se satisfaire du niveau actuel d'action, « aussi important soit-il ». Elle veut une « stratégie syndicale particulièrement offensive » et surtout elle ne veut plus des « journées d'action presse-bouton ». Pour cela elle s'est inspirée, paraît-il, de l'Italie et, sans rire, elle propose « que les travailleurs gèrent dans les entreprises un nombre d'heures de grève déterminé nationalement ».

Ainsi, au lieu de faire une journée d'action de 8 heures tous les deux mois, les travailleurs de la métallurgie pourront « gérer » ces 8 heures et les éparpiller à leur gré et selon leur entreprise tout au long du mois ou du trimestre !

Pour une stratégie offensive, c'est une stratégie offensive ! A la place de la journée d'action « presse-bouton », la journée d'action autogérée ! On est démocratique ou on ne l'est pas !

Les dirigeants de la fédération doivent au fond d'eux-mêmes sentir un léger doute sur le sérieux de leur proposition, puisqu'ils prennent soin de préciser : « Ceci n'est pas un gadget ». Heureuse précision ! On aurait pu en douter !

M.D.

CES PAILLERON : Des responsabilités bien secrètes

L'association des familles des victimes du CES Pailleron a rendu public le rapport que le Sénat a consacré au problème des constructions scolaires. Une partie de ce rapport est accablante pour les principaux responsables de la construction du CES Pailleron, tant pour ce qui concerne les entrepreneurs que pour les services officiels qui avaient accordé l'autorisation.

Ce faisant, les familles des victimes entendent protester contre les lenteurs de l'instruction, puisqu'aucune date n'a encore été fixée pour le procès des adultes inculpés (alors que les deux jeunes qui avaient mis le feu sont, eux, déjà passés devant les tribunaux).

En agissant ainsi, les familles passent outre à la décision du

bureau du Sénat qui s'est opposé à la publication officielle du document. Mais surtout elles violent volontairement le secret de l'instruction, qui couvre toute affaire en cours de jugement. Car ce fameux secret, que l'on prétend fait pour protéger les justiciables n'est en fait qu'un moyen supplémentaire dont se sert la justice pour couvrir et masquer les véritables responsabilités.

Et en passant outre, en mettant au grand jour les véritables responsables de l'Etat comme des entreprises de construction, les familles des victimes du CES Pailleron ont raison. Elles aident ainsi à empêcher que de nouveaux drames semblables se reproduisent.

A.M.



Le CES Pailleron fut détruit en quelques minutes faisant vingt victimes. L'Etat préfère ne pas étaler au grand jour un scandale dans lequel sa responsabilité est lourdement engagée.

(AFP)

DELLE ALSTHOM (VILLEURBANNE) :

TROIS TRAVAILLEURS LICENCIÉS

A Delle-Alsthom, à Villeurbanne, les débrayages tournants continuent ce lundi 15 mai.

Après que la direction a annoncé qu'elle lâchait quelques miettes — plus 0,9 % à ce qui était prévu en juillet (en tout 2,4 % d'augmentation et augmentation individuelle de 157 bas salaires — le licenciement de trois caristes dont 1 délégué CGT leur a été confirmé par lettre. Le motif de ce licenciement est « faute grave » car d'après la direction, le droit de grève aurait été « outrepassé ». Rappelons à ce propos que lors de leur grève illimitée, les caristes avaient à un moment donné bloqué les issues de l'usine pour s'opposer aux différentes tentatives de la direc-

tion de briser leur mouvement.

A l'annonce de ces sanctions, les syndicats ont organisé un arrêt de travail d'une heure, durant lequel une manifestation regroupant un millier de travailleurs a eu lieu autour de l'usine. Suite à cette manifestation, rien n'a été proposé à l'ensemble des travailleurs pour continuer la protestation.

Au bout de sept semaines de débrayages, tournants, la direction n'accorde que des miettes, réduit l'horaire à 40 heures sans compensation et licencie trois des nôtres. Face à cela les organisations syndicales continuent leur politique des débrayages par atelier, allant même jusqu'à demander à

certaines ateliers « de s'adapter à la semaine de 40 heures », c'est-à-dire de réduire la durée hebdomadaire des heures de grève !

Face à cette situation, de nombreux travailleurs sont écœurés, les caristes surtout qui se sentent complètement délaissés par les organisations syndicales, celles-ci ne les ont jamais soutenus réellement et semblent baisser les bras devant les licenciements de trois d'entre eux. Le climat dans l'entreprise est plutôt morose, mais de nombreux travailleurs ont pris conscience que la lutte pour les salaires dépasse le cadre de l'entreprise et les simples débrayages tournants.

Correspondant LO

ALSTHOM ST-OUEN :

DEUX MOIS DE DÉBRAYAGES

La direction de l'Alsthom, après deux mois de débrayages, a accepté de négocier et vendredi 13 mai, elle faisait les propositions suivantes : 2 jours de congé supplémentaires pour ceux qui ont plus de 40 ans de maison, augmentation de 25 % de la prime... des médaillés du travail, paiement des absences pour les examens médicaux et les démarches pour les papiers des immigrés (pas plus d'une demi-journée à la fois), enfin, comme les travailleurs réclamaient une augmentation de 25 % de la prime annuelle, elle propose que l'acompte

qui était de 35 % de cette prime en juin passe à 45 %, mais le total reste inchangé et diminue de 5 % l'abattement pour absence injustifiée sur cette prime. C'est tout et ce ne sont que des miettes.

Mais la preuve que la direction, malgré cette apparente négociation, n'a pas l'intention de céder, c'est qu'elle tente d'intimider les grévistes en mettant en route une procédure de licenciement contre l'un des travailleurs de la chaudronnerie qui a eu une altercation verbale avec un non-gréviste.

Les ouvriers du secteur ont

tous débrayé le jour de l'annonce de l'ouverture de cette action.

La décision annoncée mercredi 18 après-midi, s'est finalement limitée à une mise à pied de trois jours.

Pour l'instant, le mouvement dure toujours mais aucune proposition des syndicats n'a vu le jour. C'est chaque matin que « l'action » du jour est annoncée et la journée de la métallurgie mardi 17 a été « oubliée », tandis qu'il n'y a pas encore eu le moindre tract à propos de la grève générale du 24 mai !

Correspondant LO

CIT ALCATEL (MARCQ-EN-BARŒUL) :

ASSEZ DE BRIMADES

A la CIT Alcatel à Marcq-en-Barœul, la direction ne perd pas une occasion de sanctionner, les brimades sont journalières. Elle espère écœurer un certain nombre d'entre nous afin qu'ils prennent leur compte.

C'est ainsi qu'elle remet en cause le paiement des trois jours de carence en cas de maladie : certains ne touchent que des demi-journées, d'autres rien du tout. Les contrôles par Securex deviennent réguliers.

Au travail, alors que la plupart d'entre nous sont au boni, elle nous change très sou-

vent de poste ; les avertissements pleuvent.

Et, ce que manifestement elle n'arrive pas à admettre, c'est que des délégués puissent être combattifs. Elle refuse de recevoir certains d'entre eux ou refuse de parler en leur présence et s'adresse à eux de manière impolie pour les provoquer.

La semaine dernière, un délégué a été sanctionné de deux jours de mise à pied et d'un avertissement parce qu'il n'avait pas fermé la porte d'un bureau comme le lui demandait le chef du personnel.

C'est la goutte d'eau qui a

fait déborder le vase. A cinquante, nous sommes partis dans le bureau du directeur pour lui dire ce que nous pensions de ses méthodes et, l'après-midi, nous étions 150 à débrayer.

Cela n'a pas suffi à faire lever la sanction complètement mais une journée de mise à pied a tout de même été enlevée.

En tout cas, nous étions tous contents d'avoir marqué le coup, et nous sommes bien décidés à recommencer si la direction continue.

Correspondant LO

Les collégiens en lutte

Grève au Garac (Argenteuil)

Depuis le 3 mai, au centre d'apprentissage privé du GARAC à Argenteuil, nous sommes en grève.

Les dirigeants de la chambre syndicale de la réparation-auto et cycles, qui finance cette école tiennent à la réputation de l'établissement. Et ils ont jusqu'à présent toujours soutenu le directeur-surveillant général qui depuis 26 ans fait régner sa loi : coups, brimades, humiliations publiques, exclusions d'élèves. Le règlement est digne d'une caserne (les internes, majeurs pour la plupart, ne peuvent sortir qu'une demi-heure par jour et doivent éteindre les lumières à 21 h 45).

Nous en avons assez de cette poigne, assez d'être traités comme des moins que rien. Au cours d'une assemblée générale des élèves, nous avons décidé la grève pour exiger :

- la démission du directeur-surveillant général et son remplacement par une direction collégiale ;

- la refonte du règlement intérieur ;

- la sécurité dans les ateliers (les machines électriques ne sont même pas isolées, les perceuses pas scellées, il n'y a pas de

frein de sécurité sur les tours) ; — du matériel qui manque pour certaines matières.

La grève, regardée avec sympathie par les professeurs et le personnel, qui eux aussi ont de quoi être mécontents, s'est organisée et un comité de grève a été élu. Par affiches, tracts et manifestations, nous avons dénoncé les conditions de travail et d'études scandaleuses qui nous sont faites.

Les représentants des patrons auraient promis la direction collégiale (mais avec le maintien du directeur actuel) ainsi que la reconnaissance d'une sorte de comité de contrôle de cette direction. Ils auraient promis également des augmentations de salaires pour le personnel et un maximum de 12 élèves par section au lieu de 16 actuellement. Quant aux élèves, « qu'ils reprennent les cours, après, on verra ».

On en est là pour l'instant, avec la fin de l'année scolaire qui approche (elle intervient très tôt au GARAC) et nos revendications restent posées.

De toute façon, quelque chose a changé. Le directeur ne nous fait plus peur. Nous avons appris à nous organiser et à nous faire respecter !



Les collégiens d'Argenteuil manifestent.

● CET FERNAND-LEGER :

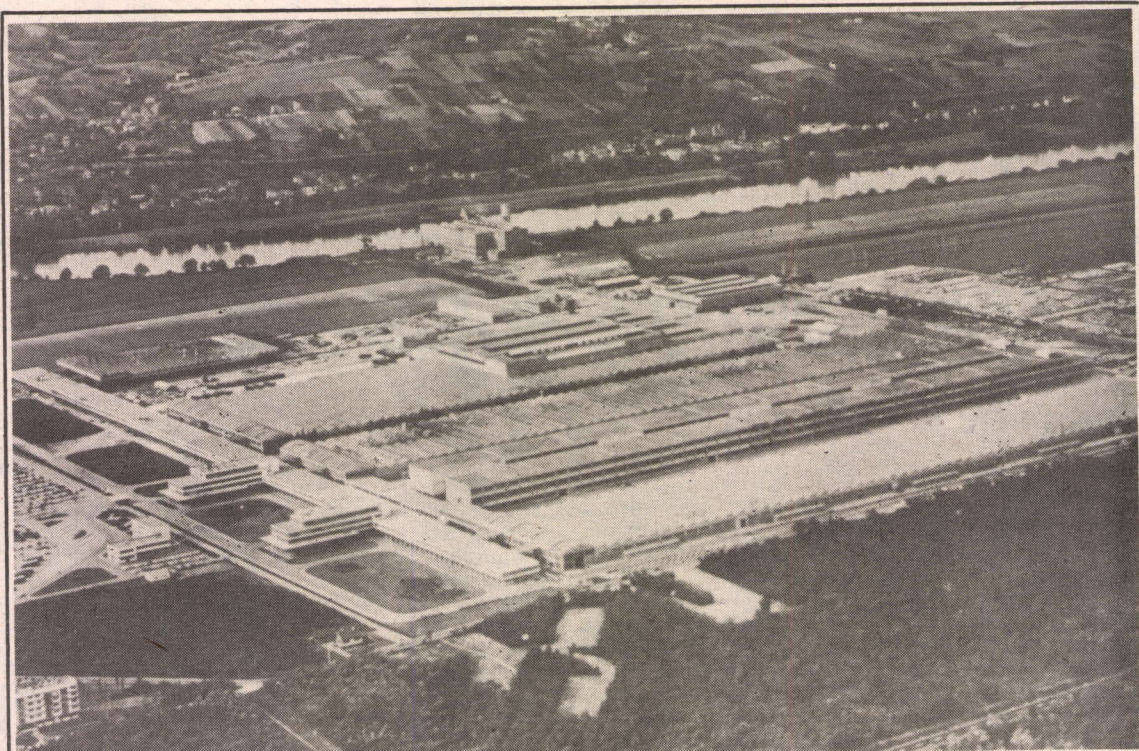
Une manifestation réussie

Alors qu'au GARAC les élèves entraient en lutte, au CET Fernand-Léger, on apprenait qu'il manquerait 26 millions pour que le CET puisse fonctionner normalement à la rentrée. Immédiatement le Comité Ceux du Technique est intervenu pour dénoncer cette situation. Après quelques jours de flottement, lundi, un comité de lutte a été organisé, le cahier de revendication mis au point.

Mardi 17 mai, après une première AG de 200 personnes environ, une deuxième AG nettement plus importante (200

à 250 collégiens) décida de partir en manifestation au GARAC, puis, après, devant le CET Cognac-Jay. La manifestation de 70 personnes, dynamique, rejoignit le GARAC. Elle repartit deux fois plus importante, derrière la banderole CDT. Après être passé devant Cognac-Jay, les 150 collégiens firent le tour d'Argenteuil pour faire connaître à la population les problèmes du CET, puis se dispersèrent dans la bonne humeur à la gare. Tout le monde était regonflé, et décidait de se retrouver le lendemain 28 mai à la réunion publique de CDT.

Où conduit la gestion des CE et des cantines



Renault-Flins : des milliers de travailleurs concentrés en rase campagne pour les profits de Renault. C'est à la direction et non aux organisations syndicales de leur assurer les repas.

Le vendredi 13 mai, en équipe du soir, plusieurs restaurants des usines Renault-Flins étaient assaillis par plusieurs milliers de travailleurs mécontents.

La CFDT avait appelé les serveuses à faire grève pour qu'une solution soit apportée aux problèmes des employés menacés dans leur emploi (dit la CFDT) et pour que la direction reprenne la gestion à son compte. Pour sa part, la CGT appelait les serveuses à faire grève « symboliquement », tout en servant un repas unique à un restaurant et des sandwiches à un autre. Finalement, les cuisiniers se mettant en grève à l'équipe du soir à l'appel de la CFDT, il ne restait pour la CGT que la solution des sandwiches.

Cependant dans les ateliers — en cela bernés par la maîtrise et un certain nombre de militants cégétistes — la majorité des travailleurs des chaînes comptaient bien pouvoir se restaurer normalement. C'est ainsi qu'à l'heure du repas la surprise fit place à une belle pagaille. Rapidement

débordées par plusieurs milliers d'ouvriers en colère, les serveuses durent assister au pillage des denrées stockées là. Vin, sandwiches et gâteaux allaient être dérobés et servir de repas. Dans l'état de tension général, les tasses, soucoupes et autre matériel ne tardèrent pas à voler et être saccagés. Après une demi-heure d'émeute, il ne resta bientôt plus rien de consommable qui ne fût emporté.

Dans le feu des événements, des serveuses ont été victimes de violences et d'autres prises de malaises. Les pompiers ont dû intervenir pour évacuer le personnel cégétiste et éviter ainsi le pire.

L'orage passé, bien que de nombreux travailleurs n'aient rien mangé, le travail a été repris à l'heure habituelle.

Comment en est-on arrivé là ?

Depuis 1973, c'est le CE qui gère la cantine. La CGT, majoritaire au CE jusqu'aux dernières élections en avril 1977, avait en effet réclamé la gestion de la cantine « pour que les travailleurs

soient mieux nourris pour moins cher ». L'ennui, c'est que très rapidement le budget de la cantine se révéla déficitaire. Le secrétaire et le trésorier du CE, CGT tous les deux, avaient signé un accord avec la BNP, en décembre 1976, pour que les deux comptes (cantine et œuvres sociales), qui étaient jusqu'alors séparés, soient réunis de façon à pouvoir cumuler les découverts que la banque leur accordait.

La CFDT déclare qu'elle ignorait tout de cet accord.

Aux élections du CE d'avril 1977, la CGT a perdu la majorité. Elle se retrouve à égalité de sièges avec la CFDT : quatre sièges chacune, la CGC deux et FO un. Un nouveau secrétaire est élu, il est CFDT. C'est à l'occasion de ce changement de majorité au CE que les difficultés de la cantine ont été mises au grand jour.

En effet, deux mois après, la banque décide de refuser les chèques sans provision du CE. La cantine a un déficit d'environ deux milliards.

La CGT et la CFDT se rejettent alors mutuellement la responsabilité de cet état de faits. Dans la matinée du 12, une réunion extraordinaire du Comité d'établissement a lieu, où l'accord signé entre l'ancien secrétaire du CE et la banque est dénoncé comme nul et non avenu par 6 voix (les voix de la CFDT et de la CGC). Au changement d'équipes, on voit alors des militants CGT, des employés du CE syndiqués CGT et les responsables de la CGT crier au scandale, disant que la CFDT « veut brader le CE » et affirmant que ce sont les deux mois de gestion CFDT qui ont conduit le CE à la faillite.

La cantine est tout de même restée ouverte jusqu'aux élections de délégués du personnel mercredi 11 mai. Mais dès la clôture des bureaux de vote, une note de service nous informe que le lendemain les restaurants seront fermés, car les serveuses se sont mises en grève...

Donc jeudi 12, aucun repas n'est servi et chacun doit se débrouiller dans son coin pour pouvoir casser la croûte.

Mais nous sommes prévenus qu'il y aurait des repas le lendemain. Et le vendredi, lorsque tout le monde a commencé à arriver aux restaurants et à voir qu'il n'y avait rien dans les boxes et qu'il fallait, pour avoir un modeste casse-croûte, faire une queue monstrueuse, ce fut d'abord la consternation puis très rapidement la colère et l'émeute.

C'est vers les deux syndicats que l'hostilité se tournait le plus généralement. Et il faut dire que ces derniers récoltent là les fruits de leur politique de gestionnaires des œuvres sociales.

La gestion des œuvres sociales est une utopie et un piège, qui n'aboutit qu'à dévoyer l'énergie des militants syndicaux et à leur donner des illusions sur la possibilité d'améliorer le sort des travailleurs dans le système actuel, quand cela ne les fait pas passer, aux yeux des ouvriers, pour des représentants du système en place.

Cela n'a rien à voir avec la défense des intérêts des travailleurs.

Correspondant LO.

IMPRIMERIE NEOGRAVURE

Un marché de dupes

Au début de l'année 1977, l'imprimerie Victor-Michel annonçait des licenciements collectifs pour cause de restructuration. Dans le même temps, la Néogravure à Corbeil prenait le travail couleur de **Télé-7 jours**, jusque-là effectué par Victor-Michel, et s'engageait parallèlement à embaucher 103 travailleurs de cette imprimerie aux termes des accords du 2 février 1977.

Or voilà que la direction de la Néogravure vient, le 18 avril, de dénoncer ces accords ainsi que la clause de réembauche des travailleurs de Victor-Michel. Cela sans avoir pour autant l'intention de rendre le travail couleur de **Télé-7 jours**.

Face à cette politique de brigands, le syndicat CGT, pourtant

puissant dans le livre, n'a pas bougé. Bien sûr, il a protesté, déplorant l'attitude de ces patrons qui ne respectent même pas leur signature.

Les dirigeants syndicaux ont pourtant les moyens de s'opposer à la direction : ils peuvent donner ici, à la Néogravure, la consigne de ne pas effectuer ce travail couleur tant que nos camarades de Victor-Michel ne sont pas embauchés comme promis.

Ce serait la démarche de solidarité la plus élémentaire envers ces travailleurs, ainsi qu'une bonne leçon donnée à tous les maîtres-imprimeurs qui licencient chacun leur tour impunément pour mieux « rentabiliser » leurs entreprises.

Correspondant LO.

LICENCIEMENT A HISPANO :

La CGT refuse la riposte

Jeudi 12, à Hispano-Snecma (Bois-Colombes) une intérimaire a été licenciée dans le secteur du magasin 324 (emballage). Elle était en poste dans ce service depuis plus d'un an.

Tous les employés du secteur ont débrayé à l'annonce du licenciement pour exiger du chef de service et du chef du personnel la réembauche de notre camarade.

Ce qui a particulièrement

indigné les travailleurs du secteur, c'est que ce chef de service est connu pour multiplier les passe-droits et les petites faveurs à ses amis, réservant les ennuis... ou le licenciement aux autres.

C'est alors que l'on a vu la CGT s'opposer à la poursuite du débrayage et évidemment à son extension au reste de l'usine. Bien plus, elle reprochait à la CFDT et à ceux qui avaient défendu l'intérimaire

de « ne pas avoir su prendre le chef de service », « de l'avoir braqué » en réagissant. Elle aurait sans doute voulu que l'on remercie ce chef de ce licenciement.

C'est bien gentil de faire de belles déclarations sur le scandale des intérimaires, mais le moins que l'on puisse dire, c'est que les actes ne suivent pas les paroles.

Correspondant LO

UN POSTIER TUE A L'AERODROME D'ORLY :

L'administration responsable de sa mort

Mercredi 11 mai au soir, un jeune postier de 20 ans travaillant au tri postal d'Orly a été décapité par l'hélice d'un avion. Cet accident a suscité une vive émotion au centre d'Orly où les postiers se sont mis en grève pour protester.

Lorsqu'il arrive sur l'aire de chargement, l'avion stoppe

ses moteurs, mais les hélices continuent à tourner plus d'une minute. C'est en s'approchant de l'appareil trop tôt après l'arrêt des moteurs que le jeune postier a été décapité.

C'est l'administration qui porte la responsabilité de l'accident. Depuis longtemps les

syndicats demandent que toutes les mesures de sécurité soient prises et ils demandent en particulier que les avions soient tractés jusqu'à l'aire de chargement, moteurs éteints. Si cette mesure-là était appliquée, l'accident n'aurait pas pu avoir lieu.

Correspondant LO.

La communion solennelle

de René FERET

La communion solennelle, c'est la première scène du film, où l'on voit réunies les cinquante personnes qui composent aujourd'hui la famille des Dauchy, des Gravet et des Ternolains. L'histoire entremêlée de ces trois familles est ensuite évoquée par petites touches successives, à la manière d'un puzzle, où le spectateur, il faut le dire, a souvent bien du mal à se retrouver.

En dépit de cette difficulté, on tombe sous le charme de cette fresque familiale qui a pour cadre, de 1900 à nos jours, le pays de la Somme et du Pas-de-Calais,

avec ses vertes prairies un peu tristes et son pays minier. Tous sont de petits gens, paysans, mineurs, petits commerçants, dont la vie très ordinaire est ponctuée par les traditionnels grands événements familiaux : les mariages, les naissances, la guerre, la première paye que le gamin rapporte fièrement à la maison, la grève à la mine...

D'avantage qu'aux événements extérieurs qui ont affecté les trois générations de cette famille, c'est aux événements familiaux que Féret donne le plus de relief. Les histoires de famille,

ce sont presque toujours des histoires d'argent, depuis la dot de la fille à marier, évaluée en hectares de terres et en têtes de bétail, jusqu'à la déchéance du vieux père que son fils laisserait bien mourir à l'hospice parce qu'il a dilapidé sa fortune et ne s'est jamais occupé de ses enfants.

Ce sont aussi, bien souvent, des histoires de mari trompé, de fiancé volé et d'enfants pas très légitimes. Et puis, enfin, ce sont les éternelles rancunes, les disputes et les impossibles réunions de famille.

René Féret montre tout cela

avec humour et tendresse. Il ne cherche ni à juger ni à justifier. Il a tenté de constituer un témoignage sur la vie de ces gens simples, en n'atténuant ni leurs élans, ni leurs mesquineries. Toutes ces histoires sonnent vrai. René Féret ne cache pas dans son film son attirance pour cette famille (qui, paraît-il, ressemble fort à la sienne), malgré les hypocrisies et les contraintes qui dominent. Et puisque cette famille-là n'est pas la nôtre, nous pouvons prendre le parti d'en rire et, pour cela, René Féret s'y entend.

Hélène DURY

Quand j'aurai 20 ans, je serai heureux

de Jean-Michel CARRE, Philippe PILARD, Gabriel AUER et Philippe HAUDQUET

Réussir à aborder les problèmes de l'éducation, de la moto, de l'armée et de la justice en 1 h 40 sans être ni schématique ni ennuyeux, ce n'est pas facile. Mais c'est pourtant ce qu'a réussi à faire un groupe de cinéastes à travers quatre courts métrages.

L'enfant prisonnier dénonce les aliénations subies par un enfant, à la maison comme à l'école, où il est le souffre-douleur. 350 nous fait partager les espoirs d'un jeune travailleur qui rêve, moto et évasion, et comprend que cet objet, qui pousse des jeunes à accepter n'importe quel travail pour pouvoir l'acheter et l'entretenir, est une aliénation plus qu'une libération. Le destin de Jean-Noël, lui, réalisé à partir

d'un fait réel, cherche à travers les démarches de deux éducateurs, qui se heurtent aux portes de la justice, à montrer comment un jeune peut sombrer dans la délinquance et finalement se suicider. 36 heures, enfin, c'est la permission ratée d'un appelé et une dénonciation du service militaire.

Il faut aller voir ces quatre courts métrages, réalisés avec peu de moyens, ils ont le mérite d'être simples et directs. Ce sont des personnages de tous les jours que l'on nous décrit avec chaleur et simplicité. Pour une fois, on ne nous a pas fait de cinéma !

Odette DYLAN

Cinéma La Clef (5°).



Le diable dans la boîte

de Pierre LARY

Prenant pour thème le chômage, Pierre Lary a réussi à faire un film tout à la fois drôle, émouvant et féroce à l'encontre des dirigeants d'entreprise qui, lorsque leurs affaires vont moins bien, licencient ceux qui étaient auparavant leurs « chers collaborateurs ».

Chargé des relations publiques à Intelec, une entreprise de matériel électrique dont les bureaux sont à la Défense, Alain Brissot aime son travail et croit bien, ainsi que le dit son patron, faire partie de la « grande famille » que constitue la société. Jusqu'au jour où, à cause de difficultés économiques, Alain Brissot est le premier à être licencié. Alors, il décide d'entamer une grève de la faim, installé dans son bureau. Et Alain Brissot devient aussi déterminé dans sa grève de la faim qu'il l'a été auparavant dans les « relations publiques » de l'entreprise...

Rien ne réussit à vaincre l'obs-

tinuation de Brissot, qui prend conscience au fur et à mesure que sa lutte n'est pas individuelle et qu'il se bat aussi pour les futurs licenciés de l'entreprise. Toutes les tentatives du patron n'ont réussi qu'à renforcer la solidarité de ses camarades de travail autour de Brissot et à faire de la publicité à sa grève de la faim.

Voilà qui fait un film bien sympathique sur un problème actuel et sensible. Le film sait mettre en évidence la démolition que ressent un travailleur privé de son emploi, même lorsqu'il s'agit d'un cadre qui de toute évidence a les moyens matériels de se retourner. Car il éprouve le sentiment d'être rejeté de la société, lui qui, jusqu'à présent, se croyait utile. Pierre Lary sait trouver un ton juste, tendre et plein d'humour, ce qui ne gâche rien. Le diable dans la boîte est un film à voir.

Marianne LAMIRAL



sélection

FILMS RECENTS :

LA QUESTION, de L. Heynemann.

Les parachutistes de Mas-su à l'œuvre en 1957, en Algérie.

Quartier latin, 5° - Gaumont - Rive-Gauche, 6° - Elysées-Lincoln, 8° - Gaumont-Opéra, 9° - Nation, 12° - Olympic, 14° - Gaumont-Conventio, 15° - Clichy-Pathé, 18°.

EMITAI, de Sembene Ousmane.

L'exploitation coloniale d'un petit village du Sénégal pendant la Deuxième Guerre mondiale.

St-André-des-Arts, 6° - 14-Juillet - Parnasse, 6° - 14-Juillet - Bastille, 11°.

LES AMBASSADEURS, de Naceur Ktari.

La vie des travailleurs immigrés dans le quartier de la Goutte-d'Or à Paris.

Palais des Arts, 3° - Studio de la Harpe, 5° - Jean-Renoir, 9°.

NOUS AURONS TOUTE LA MORT POUR DORMIR, de A. Med Hondo.

La lutte des Sahraouis. Un film d'une particulière actualité.

Ménil-Palace, 20°.

PAIN ET CHOCOLAT, de F. Brusati.

Un émigré italien en Suisse. Humour, amertume et réalisme.

St-Michel, 5° - Luxembourg, 6° - Biarritz, 8° - Athéna, 2° - Studio République, 11°.

FILMS ANCIENS :

NETWORK, de S. Lumet.

Une satire de la télévision américaine.

Studio Alpha, 5° - Publicis Elysées, 8°.

ROCKY, de J.G. Avildsen.

Aux USA, le monde de la boxe vu travers les sans-grades.

Studio Galande, 5° - Gaumont-Colisée, 8°.

L'UNE CHANTE, L'AUTRE PAS, d'A. Varda.

Le cheminement du féminisme français vu à travers la vie de deux femmes.

Quintette, 5° - Calypso, 17°.

LE PRETE-NOM.

Les aventures d'un prête-nom pour écrivain sous le maccarthysme aux USA.

Châtelet-Victoria, 1er (à 16 heures).

SACCO ET VANZETTI.

Une page d'histoire et un film émouvant.

Pagode, 7°.

● Dans le cadre d'un festival Montand-Signoret, à la Pagode, 7° : **L'AVEU, LA SOLITUDE D'UN CHANTEUR DE FOND, LES PORTES DE LA NUIT**.

● Signalons la reprise du festival « Shakespeare vu et interprété par Laurence Olivier », avec : **HAMLET, HENRY V et RICHARD III**, au Ranelagh, 16°.

LIVRES LIVRES LIV

La liberté de réussir

de Pierre DREYFUS

Ce n'est certainement pas un hasard si c'est en ce moment, à quelques mois d'élections législatives que la gauche a des chances de remporter, que paraît le livre de Pierre Dreyfus, l'ancien P-DG de la Régie Renault, La liberté de réussir.

En quelque deux cents pages, il présente un bilan de son action à la tête de la Régie Renault. Bilan positif, on s'en doute, quant à son action personnelle, mais positif surtout en ce qui concerne les nationalisations.

A travers l'exemple de Renault, Dreyfus, qui ne cache pas sa sympathie pour le Parti Socialiste (il a milité à la SFIO dans sa jeunesse et dit n'avoir jamais abandonné ses convictions depuis) bien qu'elles soient devenues des « aspirations généreuses mais vagues », plaide pour les nationalisations. Mais, bien entendu — et on ne pouvait guère attendre autre chose de l'ancien P-DG de la Régie — ce n'est pas aux travailleurs qu'il s'adresse.

C'est avant tout aux bourgeois, aux autres patrons, qu'il veut démontrer — Renault à l'appui — qu'ils n'ont rien à perdre dans des nationalisations bien menées et bien choisies — du point de vue de la bourgeoisie bien entendu ! Au fil des chapitres il reprend, pour les combattre et dénoncer leur inanité, les arguments de certains bourgeois contre les nationalisations. Non, affirme Dreyfus, nationalisation ne signifie pas nécessairement contrôle bureaucratique et tâtilon de l'Etat. Et l'Etat n'est pas, non plus, la vache à lait des « nationalisés » : Renault a été moins subventionné que Citroën ou Peugeot et les apports de capitaux que l'Etat a consentis ont été rétribués tout comme s'il était actionnaire privé. La production d'une entreprise nationalisée peut se faire dans d'aussi bonnes conditions que n'importe où ailleurs. Stratégie industrielle, stratégies commerciales et financières, rien, chez Renault, n'a été entravé du fait de la nationalisation. Et même, les nationalisations peuvent être nécessaires et bénéfiques à la bourgeoisie. Dans l'introduction, Pierre Dreyfus indique un certain nombre de cas de cette sorte : secteur non rentable, industrie nécessaire à la Défense, service public, exploitation de richesses publiques, investissements trop lourds, etc. Enfin, l'entreprise nationalisée peut jouer le rôle de « champion », de moteur dans un sec-

teur. C'est le cas, dit-il, de la Régie, qui a largement contribué au développement de toute une série d'entreprises privées autour d'elle : sous-traitants, concessionnaires, association avec des entreprises privées, etc. Enfin, par le biais de l'entreprise nationalisée, l'Etat dispose d'un levier pour agir, dans le domaine économique, au mieux des intérêts de la bourgeoisie : en faisant supporter à ces entreprises des activités ou des implantations d'usines dans des secteurs ou des régions que les capitalistes privés éliminent parce que peu rentables. Pour la Régie, par exemple, c'est le cas du tracteur agricole ou de l'implantation de filiales en Bretagne ou à Nan'ès.

Quant au caractère social de l'entreprise nationale, il est traité avec un certain cynisme par l'ancien P-DG de la RNUR. Pour lui, la période idyllique du « dialogue permanent » fut celle d'après la Libération, où le mot d'ordre des communistes au gouvernement était : « Retrouvez vos manches ». Les grèves, dit-il, sont encore inévitables parce que les masses, et surtout les moins favorisés, semblent éprouver le besoin de s'ébrouer par de vastes sursauts révélateurs de leur force ». Et quand la Régie accorde

des améliorations, c'est, soit pour prévenir soit pour stopper des mouvements qui risqueraient de s'étendre et de coûter plus cher à la bourgeoisie et « les limiter à un niveau raisonnable ». En 1960, la Régie licencie 1 000 travailleurs. Dreyfus est fier de trouver un bouc émissaire à la colère des ouvriers en faisant désigner les licenciés par Anatole, surnom donné à l'ordinateur qui inaugure ainsi sa mise en service.

Le reste du livre consiste à démontrer comment, grâce à des entreprises nationales, la bourgeoisie peut utiliser les moyens techniques, financiers et politiques pour « réussir », au milieu de la déconfiture des autres, dans cette société de marché à la recherche du profit.

Un livre intéressant pour comprendre ce que signifient les nationalisations bourgeoises : l'art de mettre la main de fer dans un gant de velours pour permettre à la société capitaliste de survivre, malgré ses contradictions, tant que les travailleurs se laissent duper et acceptent d'en faire les frais.

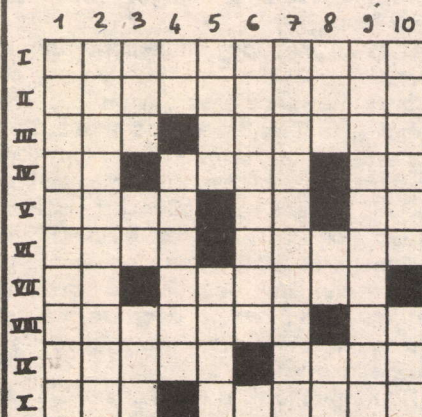
Michel RITTER

La liberté de réussir de Pierre Dreyfus.
Ed. J.C. Simoen



Dreyfus, au temps où il dirigeait Renault.

mots croisés



HORIZONTALEMENT. — I. Nous entoure. — II. Travaux d'infrastructure d'un lotissement. — III. Savoir-faire. — On ne les reconnaît plus. — IV. Mot d'enfant. — Présente. — Article. — V. Gamin de Paris. — On lui fait un coup vache. — Mesure chinoise. — VI. Triste son. — C'était un Carolingien. — VII. Article étranger. — Cour romaine. — VIII. Groupées. — Préposition. — IX. Continuer. — Equipé. — X. Période. — Fait de l'air.

VERTICALEMENT. — 1. Pas toujours suivie mais jamais précédée. — 2. Soldat qu'on déploie. — 3. C'est perdu. — Possessif. — Aurochs. — 4. Arrosee la Sibérie. — Boisson de malade. — 5. Adressé au roi. — Haie. — 6. Entière. — 7. Religion des brahmanes. — 8. Au cœur de la bêtise. — Non acquitté. — Commence un compte. — 9. Effectivement. — 10. On peut parfois les transformer. — Ne reconnaît pas.

SOLUTION DU NUMERO PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	C	A	N	T	A	T	R	I	C	E
II	A	M	O	U	R	E	U	S	E	S
III	S	E	C	E	S	S	I	O	N	S
IV	C	R	E	E	E	S	E	T	E	
V	A	R	S		N	E	S	T	E	
VI	D	I	S	A	B	E	E	N	S	
VII	E	T	R	I	L	L	A		A	
VIII	U		E	T		O	U	T	I	L
IX	R	E	V	E	N	U		A	R	E
X	S	O	U	S	S	I	G	N	E	S

TELETELE

sélection

Des problèmes techniques dus aux fêtes de l'Ascension nous ont obligés d'établir notre sélection avant que le programme T.V ait été définitivement établi. Nous nous excusons auprès de nos lecteurs des lacunes et des changements éventuels de dernière minute...

Dimanche 22 mai

TF1 - 17 h 30 - Film : **Harvey** de Henry Coster, avec James Stuart.

TF1 - 19 h 15 - Les animaux du monde : **Les oiseaux du Danube**.

TF1 - 20 h 30 - Film : **Les tontons flingueurs** de Georges Lautner, avec Lino Ventura, Bernard Blier, Francis Blanche, Jean Lefebvre, etc. Une

histoire de gangsters en forme de comédie burlesque.

ANTENNE 2 - 22 h 44 - **Les Français et la contraception**. Troisième émission, intitulée **Le choix**, qui expose les différentes méthodes de contraception.

Lundi 23 mai

TF - 20 h 30 - Film : **Point limite zéro** de Richard Safarian, avec Barry Newman. Ce film présenté dans le cadre de l'émission **L'avenir du futur**, précède un débat sur le thème : **Les transports**.

ANTENNE 2 - 21 h 55 - L'émission « Tous les chemins mènent à Rome » est consacrée ici à **l'Utopie d'une nou-**

velle architecture chrétienne et traite de la façon dont les grands architectes de la Renaissance italienne s'efforcèrent d'innover dans la construction des églises, basiliques, etc.

ANTENNE 2 - 20 h 35 - Les Dossiers de l'écran présentent le film **L'affaire Sloane** de Doug Jackson, retraçant dans le détail les péripéties d'une enquête sur un fraudeur du fisc. Produit par l'Office national du film du Canada, il semble vouloir décourager les fraudeurs du fisc par la démonstration des risques qu'ils encourent. Le débat qui suit le film, **Les contribuables et les fraudeurs**, mettra-t-il sur la sellette les Dassault et Cie ?

Mardi 24 mai

TF1 - 21 h 30 - Seconde émission sur

la réforme de l'Education nationale, intitulée **Le collège**. Le reportage documentaire est suivi d'un débat à 22 h 25, auquel participent René Haby, Jean Cornec, etc.

Jeudi 26 mai

TF1 - 21 h 40 - L'événement : **Mémoires télévisées de Richard Nixon**. Troisième partie, dont le thème est **Les derniers jours**.

ANTENNE 2 - 22 h 50 - Film : **Quelque part, quelqu'un** de Yannik Bellon, avec Loleh Bellon, Roland Dubillard, etc. Les portraits de personnages perdus dans la foule des grandes villes.

28
29
30
mai

la fête de lutte ouvrière

un vaste rassemblement politique

Les forums

C'est par dizaines que des forums auront lieu à notre fête. Toutes les tendances de l'extrême-gauche révolutionnaire peuvent, en des lieux aménagés, présenter et débattre les sujets de leur choix.

Mais ce n'est pas seulement aux emplacements des forums que des discussions ont lieu. Devant nos expositions, dans les stands Lutte Ouvrière, devant les multiples diaporamas qui parsèment la fête, devant les stands de tous les groupes invités l'on s'arrête, l'on se renseigne, l'on regarde les diverses publications et inévitablement une discussion ou une polémique s'engage. Ainsi c'est l'ensemble de la fête qui est un vaste forum où tous nos amis et nos camarades peuvent pendant trois jours mieux connaître toute l'extrême-gauche.

D'ores et déjà beaucoup de groupes nous ont fait parvenir les sujets qu'ils veulent débattre. La liste n'est pas close puisque jusqu'à la fête et même pendant la fête il est encore possible de s'inscrire.

Nous publions donc l'ensemble des forums qui, à deux semaines de la fête, ont été programmés.

SAMEDI

Forum 1 :

15 h 30 : Impérialisme français hors d'Afrique.

Parti Communiste International

16 h 30 : Situation en Irlande.

Groupe Irlande

18 h 30 : L'objection de conscience aujourd'hui.

Les objecteurs de conscience affectés

Forum 2 :

15 h 30 : Afrique du Sud, Angola, Zaïre, nation ou classe ?

Les communistes et la question nationale.

Révolution Internationale

16 h 30 : Pédagogie Freinet, pédagogie révolutionnaire.

Groupe Freinet

17 h 30 : Conditions de détention et l'extermination des prévenus politiques en RFA.

Comité de soutien aux prisonniers de la RFA

Forum 3 :

15 h 30 : L'Italie.

Lutte Ouvrière

17 h 30 : L'athéisme aujourd'hui.

Union des Athées

19 h 30 : L'écologie.

Lutte Ouvrière

DIMANCHE

Forum 1 :

12 h : La situation en Espagne.

Lutte Ouvrière

13 h : Le trotskysme en Grande-Bretagne.

Socialist Workers Party

15 h 30 : Quelle organisation pour la jeunesse ouvrière ?

Ceux du Technique

16 h 30 : Le mouvement de contestation dans les pays de l'Est.

Lutte Ouvrière

18 h 30 : La construction de l'organisation révolutionnaire de la jeunesse.

Ligue Ouvrière Révolutionnaire

Jeunesse Ouvrière Révolutionnaire

19 h 30 : Soutien aux luttes des soldats.

Comité national de soutien aux luttes des soldats

Forum 2 :

11 h : Traité de Brest-Litvsk 1918 : coup d'arrêt à la Révolution russe.

Pour une Intervention Communiste

12 h : Pourquoi la Russie n'est pas socialiste.

Parti Communiste International (Le Proletaire)

15 h 30 : Les révolutionnaires face au mouvement nationaliste noir aux USA.

Spark

16 h 30 : Les syndicats, police du capital en milieu ouvrier.

Révolution Internationale

17 h 30 : Les luttes ouvrières et les formes d'action judiciaires.

Michel Tubiana - Mouvement d'action judiciaire

19 h 30 : L'Union de la gauche et les révolutionnaires.

Lutte Ouvrière

Forum 3 :

11 h : Le Squatt.

Poing Noir

12 h : Lutte armée dans les métropoles impérialistes.

Comité de soutien aux prisonniers de la RFA

13 h : Gauche, gauchistes, un programme commun contre la classe ouvrière.

Révolution Internationale

15 h 30 : La situation en France : lutter contre le chômage ou le capital.

Pour une Intervention Communiste

16 h 30 : Pédagogie Freinet, pédagogie révolutionnaire.

Groupe Freinet

17 h 30 : La lutte des femmes ouvrières en Grande Bretagne.

Socialist Workers Party

18 h 30 : Quelle politique pour les révolutionnaires face à la crise et à l'éventuelle arrivée de l'Union de la gauche au gouvernement ?

Combat Communiste



Notre camarade Arlette LAGUILLER fera une allocution dimanche et lundi sur le grand podium à 15 heures.

Vous pourrez discuter avec eux

Cette année, durant les trois jours de la fête, nombre de personnalités du monde scientifique, du spectacle, des juristes, des écrivains, viendront animer de nombreux débats. Nous les en remercions. Dès aujourd'hui, nous pouvons annoncer la présence :

Samedi de

— Marie CARDINAL, écrivain (auteur notamment des romans : Les mots pour le dire, La clef sur la porte).

— Hubert TONNELIER, assistant du Dr Olievenstein à Marmottan, médecin spécialisé dans les soins aux drogués.

Dimanche de

— Michel TUBIANA, du Mouvement d'action judiciaire.

— Serge LIVROZET, écrivain, animateur du Comité d'action pour les prisonniers.

— Denis LANGLOIS, avocat et écrivain.

Lundi de

— Brice LALONDE, un des responsables du courant écologiste.

— DECHEZELLES, avocat.

Les groupes qui seront présents

Notre fête est aujourd'hui le plus vaste rassemblement de l'extrême-gauche. La plupart des tendances que compte le mouvement révo-

lutionnaire y sont représentées. Plusieurs groupes qui depuis des années viennent à notre fête ne nous ont pas encore confirmé leur venue.

Mais nous pouvons dès à présent annoncer la présence de tous les groupes suivants :

GROUPES FRANÇAIS

— Pédagogie Freinet.
— Collectif Alpha.
— Comité de soutien aux luttes des soldats.
— Révolution Internationale.
— Citoyens du Monde.
— Parti Communiste International.
— Combat Communiste.
— AERLIP.
— Ligue Trotskyste de France.
— Parti Communiste Révolutionnaire (trotskyste).
— Pour une Intervention Communiste.

— Organisation de Combat Anarchiste : Lutter.
— La Cause du peuple.
— Comité Unitaire de Solidarité aux Peuples d'Espagne.
— Groupe de Libération Homosexuelle-Politique et Quotidien.
— Comité de soutien aux prisonniers de la « Fraction Armée Rouge ».
— Comité Irlande.
— Ligue Ouvrière Révolutionnaire.
— Jeunesse Ouvrière Révolutionnaire.
— La Porte du Virage : centre de rencontres non-violent.
— Cahiers de Vendémiaire.

— Groupe Information Asile.
— Coordination des objecteurs de conscience en affectation.
— Antirouille.
— Lutte Occitane.
— OCMLE « Le Bolchévik ».
— Collectif Ecologique du Parisien.
— CLO.
— Poing Noir.
— L'Ecole Emancipée.
— Travailleurs Immigrés en Lutte.
— Parti Socialiste Unifié.
— Mouvement d'Action Judiciaire.
— Comité d'information et d'action pour le problème des Indiens.
— Ligue Communiste Révolutionnaire.

LUNDI

Forum 1 :

12 h : Les luttes homosexuelles aujourd'hui.

Groupe de Libération Homosexuelle - Politique et Quotidien

15 h 30 : L'unité des révolutionnaires.

Combat Communiste

17 h 30 : Le sport.

Lutte Ouvrière

Forum 2 :

11 h : La lutte des travailleurs immigrés en Grande-Bretagne.

Socialist Workers Party

12 h : Quelle alternative à l'Union de la gauche : gouvernement PC-PS ou gouvernement ouvrier-paysan ?

Ligue Ouvrière Révolutionnaire

Jeunesse Ouvrière Révolutionnaire

13 h : Soutien aux luttes de soldats.

Comité national de soutien aux luttes de soldats

16 h 30 : L'Afrique du Sud.

Lutte Ouvrière

Forum 3 :

12 h : Les prisonniers politiques en Irlande.

Comité Irlande

13 h : Va-t-on vers la création d'une opposition de gauche dans les syndicats américains ?

Spark

16 h 30 : L'homosexualité féminine.

Groupe de Libération Homosexuelle - Politique et Quotidien

17 h 30 : Le besoin d'un front de classe prolétarien dans les luttes immédiates.

Parti Communiste International

GROUPES ETRANGERS

— Sozialistische Arbeiter Gruppe (Allemagne).
— Socialist Workers Party (Grande-Bretagne).
— Trotskistische Liga Deutschlands (Allemagne).
— Internationale Kommunistische Liga (Allemagne).
— La Classe (Italie).
— Gruppe Internationale Marxisten (Allemagne).
— Right to Work Campaign (Grande-Bretagne).
— London Spartacist Group (Grande-Bretagne).
— Revolutionary Communist Group (Grande-Bretagne).
— Tribuna Socialista (Espagne).
— Combat Ouvrier (Antilles).
— Lotta Comunista (Italie).
— Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes (Afrique).
— Comité de défense des libertés démocratiques au Mali.
— Union des Etudiants de Turquie en France.
— Union des Etudiants Iraniens en France.
— Spark (USA).

la fête de lutte ouvrière

Un programme artistique varié

SAMEDI

GRAND PODIUM

THEODE (groupe pop)
LOS KIMBAS
CHRISTIAN DENTE
EL MOUSSAFRINE
Jacques DEBRONCKART
Cora VAUCAIRE
LOS CARIACOS
Benito MERLINO
TEMO
MORENNE
VERY FLORIS
LES CAPVATH
VITALIS

PLACE ROUGE

ZAOUIA
Nelson CORREIA
NANKER PHELDGE
DAVEAU
THE ALAKOK
LOS KIMBAS
LES MOUN'KIKI

PETIT THEATRE

CRAWLING RIDERS
FERCHAUD
CHETAIL
Marc BOUHOT
HAPPY POSSUM'S TRIKE BAND
TARANTINI
P. OCHS
Pierre LORIA
CHANTAL ET DANIEL
LES SIM'S
MUSIQUE CLASSIQUE
Ch. LANCRY
LE DROIT A LA PARESSE
LA PAIX D'ARISTOPHANE
PAR LA TROUPE PRAXIS

PLATEAU

DJIDDA
LES CAPVATH
LES CHIFFONNIERS
CECIMENE FOLK

DIMANCHE

GRAND PODIUM

LOS CARIACOS
ORCHESTRE CLASSIQUE
HENRI TACHAN
BILL COLEMAN
L'ENSEMBLE D'ANATOLIE
LOS KIMBAS
CHAUTEMPS LUBAT
SOHO
LES SETHACLOS
VITALIS
PRINSOL
MICHEL PORTAL
PLACE ROUGE

NANKER PHELDGE
PHILICRY
ALAIN NALLET
CHANTAL ET DANIEL
LUIZA, J. LUC ET FRANÇOISE
CH. LANCRY
LES MOUN'KIKI
LES CAPVATH
DAVEAU
CECIMENE FOLK

PETIT THEATRE

GERAUD
J.Y. CHETAIL
ALAIN NALLET
LA PAIX
MUSIQUE D'ENSEMBLE
(trio classique)
JACQUES HALBOUT
TARANTINI
AVELMORE
YES TENEMOS BANANAS
JACQUES HALBOUT
MIME LUC
J.M. BERODI
GUERRE AU TROISIEME ETAGE
de Pavel KOHOUT
LOS KIMBAS

PLATEAU

LES CAPVATH
DJIDDA
TEMO
PIERRE ET YVES

LUNDI

GRAND PODIUM

EVASION
LES MOUN'KIKI
JACQUES BLOT
ASGARD
LES ORCHIDEES
J.R. CAUSSIMON
LOS INDIANOS
GROUPE LEON
GROUPE MONGE
PLACE ROUGE

MARC MONSIGNY
DAVEAU
LOS CARRIACOS
CH. LANCRY
PIERRE ET YVES
CARIAZZO
CHOOBANG
HARIJANE

PETIT THEATRE

CHETAIL
LUIZA, J.LUC, FRANÇOISE
GERAUD
Y. DUJOLLIE
NOUS CHANTONS NE VOUS
DEPLAISE
JACQUES HALBOUT
FREDDY ROJAS
M. MOUNSI
MIME LUC
J.M. BERODI
LE CHANT DU FANTOCHE
LUSITANIEN (Théâtre d'HOY)

PLATEAU

DJIDDA
CECIMENE FOLK
MIMES

LES MONTAGES AUDIOVISUELS PRESENTES PAR LUTTE OUVRIERE

- | | | |
|-------------------------------------|---|--------------------------------------|
| — L'origine de la vie | Technique » | — La Révolution russe |
| — L'astronomie | — Quand ils étaient | — Le Chili |
| — La dérive des continents | ministres : socialistes | — Le stalinisme |
| — La conquête de l'espace | et communistes français au gouvernement | — Le logement |
| — L'énergie | — Le Portugal | — Le P.C.F. |
| — Les drogues | — Les accidents du travail | — Juin 36 |
| — Tiers Monde et sous-développement | — Le racisme | — Espagne 36 |
| — Qu'est-ce que « Ceux du » | — La guerre d'Algérie | — Le conformisme social |
| | — Mai 68 | — La femme, l'homme et le communisme |

LES EXPOSITIONS DE LUTTE OUVRIERE QUE VOUS POURREZ VOIR A LA FETE

- | | |
|---|---|
| — L'origine de la vie. | — Les nationalisations. |
| — La conquête de l'espace. | — La dictature du prolétariat. |
| — L'astronomie. | — La classe ouvrière, seule classe révolutionnaire. |
| — La dérive des continents. | — L'armée. |
| — Mai 68. | — La crise. |
| — Démocraties populaires. | — Le féminisme. |
| — Les colonies, les ex-colonies de l'impérialisme français. | — Police et justice. |
| — Le stalinisme. | — Le Portugal. |
| — Le logement. | — Les micro-nationalismes. |
| — Le chômage. | — Les syndicats. |
| — Les transports. | — Les jeunes. |
| — L'Internationale. | — L'Union de la gauche. |
| — Le Moyen-Orient. | — L'alcoolisme. |
| | — Le logement. |

Rufus, le public et l'argent

« Rufus, nous nous sommes laissé dire que vous n'êtes pas une vedette. Est-ce que cela vous offusque ? »

— Ecoutez, je travaille dans « le métier du spectacle » depuis onze ans désormais : c'est mon métier. Est-ce que vous iriez demander à un menuisier pourquoi il n'est pas une star ? Et puis, vous le savez mieux que moi, « star » veut dire un rapport spécifique à l'argent, à la commercialisation de soi, aux choix esthétiques et pourquoi pas idéologiques que l'on fait... Pour reprendre la comparaison entre moi et une « star », il y a la même différence qu'entre le menuisier dont on parlait tout à l'heure et une fabrique industrielle de meubles, placages, ébénisterie.

— Vous voulez dire que ce que vous faites, vous ne le faites pas pour l'argent ou la célébrité ?

— D'abord, j'ai fait le clown pour les enfants des écoles, à Noël. Ça marchait bien. Ensuite, je faisais la quête et je rentrais avec des valises pleines d'argent. Vous connaissez une star qui en fasse autant ?

— C'était des pièces de combien ?

— Cinq ou dix centimes, c'est vrai. Mais pour ceux qui les avaient données, c'était aussi précieux que des louis d'or. C'étaient les premières pièces que j'écrivais et que je jouais moi-même et qui me satisfaisaient pleinement, parce que les enfants étaient contents.

— Et maintenant ?

— Ah, maintenant, ça dépend. Quand j'écris des pièces et deviens l'acteur de ce que j'écris, c'est une expérience qui remplit pleinement ma vie et les gens. Je veux dire, les anciens enfants sont contents. Quand je joue dans les pièces des autres, ça marche aussi ; mais mon plaisir-liberté est un peu diminué.

— Et au cinéma, vous vous sentez bien ?

— Franchement, notre menuisier pourrait-il se sentir bien sur une chaîne de montage en assemblant des pièces pour un meuble dont il ne connaîtra ni la forme finale, ni l'usage, ni le prix de vente ? Le cinéma est un moyen d'expression formidable, mais pour moi, il est nécessaire de faire part de tous les niveaux de création. Sinon, j'ai l'impression de me jeter

dans le vide avec un parachute, dont l'ouverture est commandée par le réalisateur du film.

— Et il ouvre à temps ?

— Justement, pas toujours. C'est pour cela que j'ai écrit un film comique selon mon rythme, avec des personnages vrais, des employés SNCF, des épiceries, des retraités, des ouvriers et que j'espère pouvoir le réaliser, ouvrir moi-même le parachute. Et là, c'est l'argent qui entre en ligne de compte. Car, ou je fais produire mon film par une production qui ne rentre pas dans le jeu du show-business et, nécessairement, cela devient un film de petite diffusion, un film qui sera vu par peu de gens ; ou bien je le fais produire normalement, ce qui veut dire cinq cents millions — 500.000.000 F — et alors je suis assuré qu'il sera bien distribué, qu'il sera un film populaire au niveau de la distribution... Evidemment, avec une telle somme, je préférerais, de loin, financer un théâtre où il n'y aurait pas d'artistes. Tout le monde le serait, et tout le monde assis en cercle ferait ensemble, ou à tour de rôle, le spectacle. Car je suis convaincu qu'il n'existe pas de « don », et que tout le monde peut chanter, danser, jouer, faire de la musique, de la même façon que tout le monde peut faire l'amour.

— Mais on ne vous donnera pas cinq cents millions pour faire ça.

— C'est pour ça que je fais le film. Il y a des choses qui n'ont jamais été dites dans le cinéma comique, qui est le cinéma des rapports de force inverses, dans la mesure où le faible peut vaincre le fort (Charlie Chaplin, etc.). Je ferai de mon personnage quelque chose de plausible, humain, avec des racines sociales précises, des comportements et handicaps que ça comporte, les astuces que cela suggère, quelqu'un qui ressemble aux gens, à la plus grande partie d'eux.

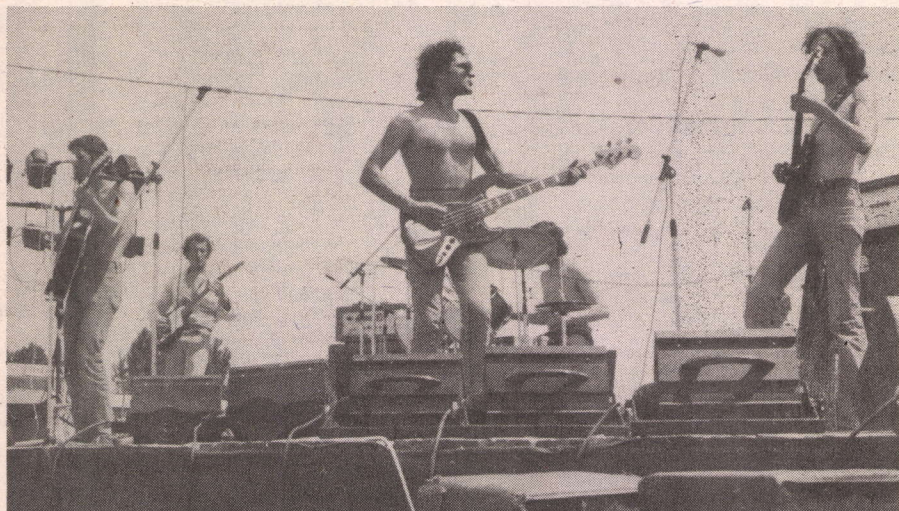
— Et l'argent, Rufus ?

— L'argent doit servir au bien commun. Quelle joie aurais-je à jouer, moi seul nanti, devant des gens qui n'ont pas assez pour joindre les deux bouts ? Le dernier court métrage, celui que vous allez voir, Aller-retour, est fait en dehors du système actuel. Chacun y a mis sa force de travail et moi, en plus j'ai mis le contenu de ma cagnotte... »

Le groupe Soho

Roger DAMATO : chant
Maurice MALLET : guitare
Christian CARRION : guitare, vocals

Marc MONTFORT : basse, vocals
Jean LONGEOT : batterie
C'est le groupe SOHO



Une fête
pas comme
les autres

28, 29, 30 mai pentecôte 77

La fête de lutte ouvrière

mériel. villiers-adam. val d'oise

Pour mieux connaître les idées des révolutionnaires... Mais aussi pour rire, manger, chanter, discuter, pour écouter du jazz et les petits oiseaux, pour danser la gavotte, la bourrée, le rock, le tango ou la farandole,

Pour discuter des véritables moyens de changer la vie et pour prendre un bol d'air mais aussi un bol de fraternité,

Ne manquez pas le rendez-vous avec des milliers et des milliers d'autres, à la Pentecôte, à la fête de Lutte Ouvrière.

300 stands, des jeux, des spécialités gastronomiques de toutes les régions, des expositions. Trois jours de spectacles ininterrompus, avec plusieurs centaines d'artistes. Des débats non stop... A bientôt.

Ils seront parmi nous...

M'Hand Mounsi

« Depuis combien de temps chantes-tu et fais-tu des poèmes ? »

— En fait, cela fait très longtemps. J'ai d'abord été auteur. Je ne voulais pas chanter parce que c'est un métier qui me rebute, parce que je n'ai pas un caractère à faire le métier au sens professionnel, car cela demande pas mal de concessions. Je n'avais pensé qu'à écrire en tant qu'auteur. Et, à part Mélina Mercouri et Jean-Roger Caussimon, qui ont chanté mes textes, les autres ne voulaient absolument pas prendre le risque, parce que c'était des problèmes d'immigrés. Même des chanteurs dits de gauche, cela ne les intéresse pas, parce qu'il n'y a pas un public à cela. Alors cela fait seulement un an que je chante.

— Quelles autres difficultés as-tu rencontrées ?

— Alors là, il y en a plusieurs. Il y a la censure, abominable. Je crois que les gens ignorent ce qu'est véritablement la censure pour les immigrés en France. Par exemple, je me suis présenté à des auditions de ce qu'on appelle la rive gauche, avec des textes signés pour la musique et les textes avec Caussimon. C'était une référence. On ne pouvait pas me censurer pour la valeur poétique. Alors on me disait : vous êtes trop agressif. C'est que le contenu de la poésie les agresse, même des gens (je dis bien) de gauche. Ils ne veulent pas parler d'une certaine époque avec certains mots. J'ai vu aussi à France-Culture où j'ai dit un poème palestinien et l'Algérien. Je devais chanter quatre chansons, et l'on m'a dit : « Ecoutez. Deux, cela suffit ». Et puis il y a aussi la censure de l'autre côté, du gouvernement algérien et des organisations officielles.

— Quel genre de poèmes et de chansons fais-tu ?

— De la poésie populaire.

— Vous allez présenter entre autres des poèmes palestiniens. Pourquoi ?

— Cela nous a paru important. La Palestine, c'est la grande trahison des peuples des frères arabes. Tout le monde se rendra compte que les sommets de la connerie arabe n'ont jamais rien donné. Le peuple palestinien n'a rien à attendre de son entourage islamique et il doit repenser aujourd'hui tout son combat. Seul, hélas. C'est pour cela que nous avons fait ce montage sur la poésie palestinienne. »

Christian Dente

A la fois auteur-chanteur-compositeur et directeur de la MJC-Théâtre des Deux-Portes, Paris-19^e.

Dans son premier rôle, il se définit comme « un chanteur à la veine « populaire », dans la lignée de Lemaire ou Trenet ». Il chante avec de la tendresse, de la fantaisie et une touche d'humour noir, les « gens étranges » (c'est le titre de son disque) qui sont les gens de tous les jours.

A la MJC-Théâtre des Deux-Portes, il lance ce mois-ci le « Mai de la création », auquel participeront des « professionnels du théâtre, de la chanson et de la danse, qui veulent témoigner de leur existence et manifester leur solidarité à la MJC, afin qu'elle puisse poursuivre son action de diffusion culturelle ».

Mais c'est, bien sûr, en tant que chanteur qu'il participera à Pentecôte 77.

« Qu'est-ce qui t'a amené à chanter ? »

— J'ai commencé à chanter dans les années 1960, dans des cabarets-rive gauche, en même temps que je prenais des cours de théâtre. J'ai quitté la chanson en 1966 pour faire du théâtre, un peu éccœuré par tout le show-business. Je pensais qu'il y avait plus à faire dans le théâtre. J'ai fait dix ans de théâtre et puis, il y a deux ans, j'ai refranchi la porte en sens inverse, un peu éccœuré d'attendre toujours les subventions. Et j'ai repris la chanson, si bien que je suis de nouveau un débutant.

— Quand es-tu venu à la MJC ?

— Je suis venu en 1971, avec ma troupe de théâtre, parce que j'avais été vidé de Vincennes, une municipalité réactionnaire comme on ne voit pas mieux. A l'époque, la compagnie a été accueillie ici et c'est nous qui l'avons transformée en MJC-théâtre. Plus tard, la compagnie s'est dissoute, à cause des problèmes financiers, mais j'ai continué à m'occuper de la maison car, même s'il n'y a pas de moyens, il faut que des lieux comme cela existent pour revendiquer sans cesse des moyens pour la création et la diffusion culturelles. C'est anormal que les troupes qui viennent ici passent à leurs frais ; mais il faut qu'on maintienne cela pour exiger des moyens et permettre en même temps à ces troupes de manifester leur existence.

— On trouve souvent des difficultés financières dans ton itinéraire...

— En effet, et j'ai l'impression de m'être toujours bagarré, quelle que soit la branche dans laquelle j'ai été.

— Tu te qualifies de « chanteur populaire ». Pourquoi ce style ?

— Je n'ai pas vraiment choisi. C'est peut-être un peu « rétro » — involontairement — mais cela correspond à la musique dans laquelle j'ai été baigné. J'ajoute que je suis très content de passer à la fête de LO, parce que je veux être un chanteur de « gauche », au sens large, et jusqu'à présent seuls le PC et le PS avaient fait appel à moi. »

Place aux enfants

Pour les petits : LA PLACE AUX JEUNES, située à l'écart du bruit et de l'agitation, les habitués y retrouveront les poneys, le cinéma, les ateliers de peinture, de

céramique...

Pour les plus petits : LA CRECHE, les parents qui le souhaitent peuvent y laisser leur bébé pour quelques heures.



DU CINEMA

Le cinéma sera cette année encore présent à la fête : deux salles, une dizaine de films, de nombreux courts métrages.

Comment se rendre à la fête de Lutte Ouvrière

Départ des cars de province

Pour se rendre à la fête, il y a trois possibilités : le car, le train ou la voiture. Les autocars sont de loin le moyen le plus pratique : ils vous déposent directement dans la fête, sans aucun souci de stationnement.

Horaires : samedi 28 mai : 11 h 30 à 24 h.

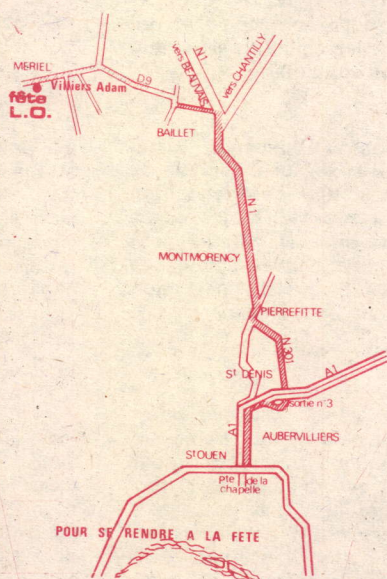
Dimanche 29 mai : 8 à 24 h.

Lundi 30 mai : 8 h à 24 h.

Départ Porte de Chapelle, toutes les 20 minutes environ.

Par la route, photo du plan ci-contre.

Par le train : prendre le train à la Gare du Nord, direction Persan-Beaumont par Ermont-Eaubonne, descendre à Mériel. Des navettes gratuites assurent le transport entre la gare et la fête.



BOURGES : samedi 28 mai : 5 h, gare routière ; dimanche 29 mai : 6 h, gare routière.

VIERZON : samedi 28 mai : 5 heures 30, gare ; dimanche 29 mai : 6 h 30, gare.

ORLEANS : samedi 28 mai : 6 h 30, gare ; dimanche 29 mai : 7 h 30, gare.

DIJON : samedi 28 mai : 7 h 30, place du 27^e RI.

LILLE : samedi 28 mai : 8 h 30, devant la gare routière.

SAINT-NAZAIRE : samedi 28 mai : 6 h, place de la Gare.

NANTES : samedi 28 mai : 7 h, place Vianne.

CLERMONT-FERRAND : samedi 28 mai : 4 h 30, gare routière.

LYON : samedi 28 mai : 6 h, place Bellecour devant la librairie Flammarion.

BORDEAUX : vendredi 27 mai : 23 h, place Francis-de-Pressensé, rue Henri-IV.

ANGOULEME : nuit de vendre-

di 27 à samedi 28 mai : 0 h 30, buffet de la gare.

ROUEN : samedi 28 mai : 12 h 30, place de la Madeleine.

BESANCON : samedi 28 mai : 6 h, place Battant.

MONTBELIARD : samedi 28 mai : 6 h, autogare de Montbéliard.

BELFORT : samedi 28 mai : 6 h, autogare SNCF de Belfort.

STRASBOURG : samedi 28 mai : 5 h 30, place de l'Ancien-Abat-

toir (près de l'autogare Citroën).

TOULOUSE : vendredi 27 mai : 21 h, place Jeanne-d'Arc.

NANCY : samedi 28 mai : 8 h 30, place Saint-Jean.

METZ : samedi 28 mai : 7 h 30, devant le départ de la gare SN

CF.

THIONVILLE : samedi 28 mai : 8 h, place de la Liberté, devant le Théâtre municipal.

LUNEVILLE : samedi 28 mai : 7 h 45, devant la gare.